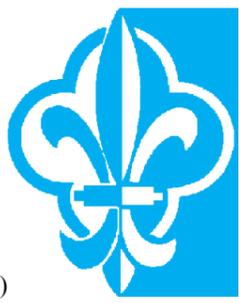


N° 2712  
60<sup>e</sup> année  
du 2 au 15  
novembre 2006  
Prix : 3€ (20 F)



# L'ACTION FRANÇAISE 2006

paraît provisoirement les premier et troisième jeudis de chaque mois

10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris – Téléphone : 01-40-39-92-06 – Fax : 01-40-26-31-63 – Site Internet : www.actionfrancaise.net

*Tout ce qui est national est nôtre*

## Notre dossier **BUDAPEST** 1956

par  
Michel FROMENTOUX  
Pierre LAFARGE  
Pascal NARI  
Pierre PUJO  
Entretien  
avec Eugène SUJANSZKY  
pages 7 à 10

## L'ESSENTIEL

Pages 2 et 4

### POLITIQUE FRANÇAISE

– Bruxelles

*joue, perd et gagne*

par Henri LETIGRE

– Justice : pantalonnades  
et palinodies

– De drôles de bagagistes !

par Aristide LEUCATE

Pages 5 et 6

### POLITIQUE ÉTRANGÈRE

– Élections américaines :  
les Républicains  
sur la défensive

par Philippe MAINE

– Irak : 655 000...

par Pascal NARI

Page 11

### HISTOIRE

– Voltaire sans voiles

par Michel FROMENTOUX

Page 12

### ARTS ET LETTRES

– Journée de lecture :  
les romans de Guy Dupré

par Pierre LAFARGE

Page 13

### RELIGION

– Sages selon l'Évangile

par Anne BERNET

Page 14

### CHRONIQUE

– Entrebâillements

par Jean-Baptiste MORVAN

### LES GRANDS TEXTES POLITIQUES

– La raison d'État

par Gérard BAUDIN

**BANLIEUES**

# Les candidats

# jouent avec le feu...

L'éditorial de Michel FROMENTOUX (p. 3)  
et l'article de Jean-Philippe CHAUVIN (p. 2)

## PROMESSES INCONSCIENTES

L'élection présidentielle coûtera cher à la France. Non seulement par les frais de campagne qui seront remboursés à l'ensemble des candidats (230 millions d'euros) mais aussi par les promesses qu'ils auront faites aux électeurs.

Le 12 octobre Nicolas Sarkozy prononçait à Périgueux un discours sur ses projets "sociaux" s'il était élu. Il promettait l'exonération des charges sur les heures supplémentaires, la prise en compte intégralement dans le calcul des retraits du temps passé par les mères de famille pour élever leurs enfants,

qu'elles aient ou non continué à travailler, le relèvement des indemnités de chômage pour les bas salaires, l'amélioration des conditions de garde des enfants, l'augmentation de la prise en charge des personnes dépendantes, le soutien aux élèves en difficulté des banlieues.

Toutes mesures justifiées en elles-mêmes, assurément, au bénéfice de catégories sociales dignes d'intérêt. Elles se chif-

frent tout de même à 12 milliards d'euros selon *Débat 2007*, site Internet de l'Institut de l'Entreprise. S'y ajoutent 11 à 14 milliards d'euros de mesures en faveur de l'éducation, annoncées début octobre, et le coût d'autres mesures comme le service civique, la suppression des droits de succession, le relèvement des consultations des médecins généralistes, soit un total de 35 milliards d'euros.

Tout ce programme est censé être financé par des économies sur lesquelles M. Sarkozy est beaucoup moins loquace. Il compte sur la réforme de l'État et la réduction du nombre des fonctionnaires pour dégager les crédits nécessaires. Mais aura-t-il la volonté politique de le faire face aux protestations de ceux qui refuseront de renoncer à leurs "avantages acquis" ? Et si le candidat de la gauche l'emporte, ce sera pire. *Débat 2007* chiffre à 46 milliards le coût de l'application du programme socialiste, sans parler des nouvelles promesses qui pourraient être faites par l'un ou l'autre des candidats d'ici à mai 2007...

Tandis que la dette cumulée de la France dépasse 1000 milliards d'euros en raison du laisser-aller et de la démagogie des gouvernements de gauche et de droite depuis un quart de siècle, c'est montrer beaucoup d'inconscience que de vouloir l'alourdir encore en imposant des charges supplémentaires à l'État. Maudit soit le système politique qui fait élire le chef de l'État au suffrage universel !

Pierre PUJO

## RETENEZ CES DATES :



**SAMEDI 2 DÉCEMBRE 2006**

**COLLOQUE SUR  
L'ÉGLISE, LA FRANCE  
ET LA DÉMOCRATIE**

voir p. 11

**DIMANCHE 3 DÉCEMBRE 2006**

**BANQUET DES AMIS  
DE L'ACTION FRANÇAISE**

voir p. 16

M 01093 - 2712 - F: 3,00 €



## Bruxelles joue, perd et gagne

**D**epuis le refus du projet de Constitution européenne le 29 mai 2005, la Commission harcèle Paris pour obliger notre gouvernement à respecter les exigences du "nouvel empire aux pieds d'argile". La liste des reproches faits à la France le mois dernier est impressionnante.

**Au nom du respect de la concurrence, la constitution d'un champion national de dimension mondiale est interdite.**

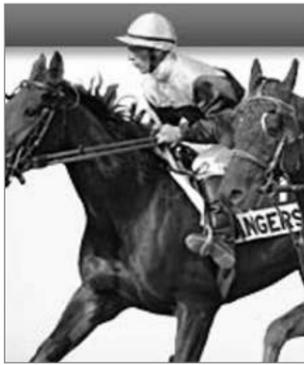
Le plus brûlant concerne le dossier de fusion GDF-Suez, à laquelle la Commission a imposé des restrictions : les deux groupes ne pourront se rapprocher que si Suez se sépare de plusieurs filiales. Au nom du sacro-saint respect de la concurrence, la constitution d'un champion national de dimension mondiale est interdite.

Pour quelques régions belges qui se retrouveraient sous la dépendance du futur groupe gazier, Suez doit renoncer à certains actifs, comme Carrefour lors de sa fusion avec Continent. Alors que les zones géographiques concernées étaient déjà en situation de quasi-monopole avant la constitution du nouveau groupe ! L'histoire se reproduit, comme lorsque Total avait racheté Elf, comme lors de la fusion Schneider-Electric - Legrand... Airbus,

quant à lui, s'était vu refuser la prise de contrôle de Bombardier. Près de vingt après, nous mesurons mieux les conséquences : le groupe canadien vient de remporter l'appel d'offre pour la construction des trains régionaux d'Île de France, tandis qu'Alstom se débat toujours pour survivre.

### Contre les monopoles

Le commissaire européen Charlie Mac Creedy exige la révision du décret établissant la liste des secteurs sensibles protégés d'éventuelles attaques extérieures... Et ses collègues se sont emparés de notre vénérable Poste, accusée de détenir un horrible monopole, la distribution du livret A, un produit destiné au financement des logements sociaux. La nouvelle banque postale pourrait perdre son dernier avantage, qui compensait les coûts occasionnés par ses missions dans des quartiers sensibles.



Le PMU, nouvelle cible de la Commission...

La liste des reproches ne s'arrête pas là. Elle englobe aussi le PMU. Bien que cette institution assure le financement de nombreux haras et le développement de la filière équine, Bruxelles souhaite mettre fin au monopole qu'elle détient sur les paris. Demain, n'importe qui pourra proposer sur Internet des jeux sans contrainte, en utilisant les courses hippiques sans avoir payé le moindre impôt ni la moindre participation. À l'heure où Washington impose des limites strictes en matière de paris en ligne, la Commission préfère s'acharner sur la France !

L'Union européenne n'a jamais eu de politique industrielle. Comme le révèlent Alain Bournazel et Jean-Christophe Lévesque dans leur dernier ouvrage, *L'Europe qui sombre*, la stratégie de Lisbonne adoptée en mars 2000 ne fonctionne pas. Au lieu de rattraper le retard sur les États-Unis, elle creuse les écarts. Il est temps pour les États européens de retrouver leurs ambitions et la maîtrise de leur destin économique.

## Des pistes pour les banlieues

**E**ncore les banlieues !, pensent certains : il est vrai que ce thème devient, depuis quelques années, un véritable "marronnier", et que la presse semble vouloir commémorer, voire célébrer, les événements de l'automne 2005 à défaut de les comprendre et de pouvoir les résoudre.

**Quelques propositions pour une intégration véritable à la communauté nationale.**

Or, les banlieues — et il s'agit ici des "banlieues chaudes" bien sûr, celles où la vie publique semble abandonnée à la loi du plus fort, ne sont pas des zones qu'il conviendrait de visiter une fois l'an comme un rituel "politiquement correct", mais sur lesquelles il convient de se pencher sérieusement, non pour gémir ou encenser, mais pour penser et agir. Ainsi, sans nous attarder sur la violence endémique qui s'y est installée ni les seules solutions sécuritaires, essayons de tracer, succinctement, quelques pistes de réflexion et de propositions.

### Des liens de responsabilité

Depuis un an, les discours ne se sont guère traduits en actes : certes, les voitures brûlées ont été évacuées, mais il en brûle toujours (plus de 30 000 depuis janvier) ; certes, les bâtiments détruits sont en cours de reconstruction ou déjà inaugurés, mais d'autres sont attaqués à leur tour, dans une relative indifférence ; etc. En fait, il semble que, comme les politiques n'ont rien compris depuis avril 2002 et mai 2005, ils aient, là aussi, déserté leurs devoirs, effrayés par la tâche : seuls, trop souvent seuls dans ce monde politique officiel de la V<sup>e</sup> République, les maires ont affronté les réalités et cherché à y répondre par des mesures "de terrain" sans, pour autant, être soutenus par leurs instances partisanes, l'élection présidentielle et la conquête

par **Jean-Philippe CHAUVIN**

des électeurs important plus que le sort des périphéries urbaines pour la plupart des partis de gouvernement...

Pourtant, il y a de vraies potentialités dans les banlieues, aujourd'hui souvent inexploitées, faute d'une volonté politique d'État digne de ce nom : « tant vaut l'État, tant vaut son action », pourrait-on dire en plagiant Maurras. Or, si l'État ne doit pas être partout ni tout faire, ce qui serait le retour à un étatsisme difficilement supportable, il doit au moins tenir son rôle de grand ordonnateur et arbitre des politiques menées, ne serait-ce que pour éviter, entre autres, les dérives ou les remises en cause systématiques.



Le "jardin des sens" à Epinay-sur-Seine il y a de vraies potentialités dans les banlieues, souvent inexploitées

On peut penser qu'il ne serait pas inutile de recréer un véritable ministère de la Ville (ou, d'une autre manière, un grand conseil de la Ville, en lien privilégié avec le ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire, par exemple) qui puisse coordonner les politiques de mise en valeur des périphéries urbaines en les intégrant mieux au tissu urbain "central" de chaque agglomération. Ce ministère pourrait jouer un rôle d'arbitre entre les projets issus du milieu associatif, des entreprises et des pouvoirs publics, municipaux ou régionaux, tout en laissant une grande latitude aux initiatives diverses qui émaneraient du "terrain" : l'objectif est de refonder des liens de respon-

sabilités sans pour autant laisser s'installer la confusion, voire les tensions entre les différents acteurs concernés. En somme, cela serait une combinaison intelligente du principe de subsidiarité et de celui de la souveraineté d'État, au service de la cohésion civique et nationale.

### Le tissu industriel et artisanal

D'autre part, il semble nécessaire de donner plus de pouvoirs concrets aux municipalités dans la politique sociale, tout comme plus de possibilités pour les établissements scolaires implantés dans les zones difficiles de recruter et former eux-mêmes leurs personnels enseignants, au lieu de voir chaque année "débarquer" de jeunes profs tout juste sortis des IUFM, sans aucune expérience, et nommés arbitrairement par une Éducation nationale peu soucieuse de changer ses règles internes de mutation et de nomination. Cette dernière proposition a d'ailleurs trouvé une singulière avocate en la candidate Ségolène Royal, lors d'un récent débat interne du Parti socialiste.

Autre piste à suivre, déjà tracée depuis une dizaine d'années en France : la création de nouvelles "zones franches" urbaines dans lesquelles des entreprises peuvent s'installer et embaucher des personnes des quartiers en difficulté, près de chez elles. Cette politique gagnerait à être couplée à une véritable politique d'aménagement du territoire et de réorganisation de son tissu industriel et artisanal.

« N'ayez pas peur », disait le pape Jean-Paul II : sans tomber dans l'angélisme, autre forme de l'illusionnisme politique, cette simple formule doit guider toute action menée envers les "banlieues difficiles", non pour les marginaliser ou les discriminer, mais les intégrer, vraiment, à une communauté nationale qui reste, malgré tout, la première protection sociale, y compris et surtout pour les moins favorisés de nos concitoyens.

## VICTOIRE CATHOLIQUE

En deux soirées, dans le cadre des "Nuits blanches", 30 000 visiteurs ont participé à la troisième édition de "Versailles off". « Immense succès, donc, mais assombri par un regret » pour Christine Albanel, présidente de l'Établissement public de Versailles à l'origine de l'événement, car la chapelle royale est finalement restée fermée au public.

Une exposition de robes de mariée dessinées par Christian Lacroix devait s'y tenir. Un projet qui n'a pas manqué d'indigner l'évêque de Versailles, M<sup>gr</sup> Aumonier, qui demanda en vain que l'exposition soit déplacée. Le maire de la ville, Étienne Pinte, l'avait soutenu en déclarant à l'AFP : « Une chapelle dans laquelle il y a l'exercice du culte n'est pas l'endroit opportun pour exposer des

robes de haute couture. » En réponse, M<sup>me</sup> Albanel avait souligné que la chapelle royale accueillait régulièrement des manifestations culturelles, jugeant qu'il n'y avait là « aucune atteinte au respect de la religion ».

Ses arguments n'ont pas convaincu les catholiques qui se sont réunis le 7 octobre au soir pour faire échec à la manifestation. Devant le nombre élevé de ceux qui avaient réussi à entrer dans le château, les organisateurs ont préféré interdire l'accès à la chapelle. Les protestataires ont réussi leur coup, on peu les féliciter ! Espérons toutefois que leur victoire ne sera pas récupérée par les tenants du laïcisme ou du communautarisme.

G.D.

**L'ACTION FRANÇAISE** 2000

10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris  
Tél. : 01-40-39-92-06 • Fax : 01-40-26-31-63  
I.S.S.N. 1166-3286

- Directeur : Pierre Pujol
- Secrétaire de rédaction : Michel Fromentoux
- Politique : Georges Ferrière, Yves Lenormand
- Politique étrangère : Pascal Nari
- Chronique militaire : Bernard Guillerez
- Économie : Henri Letigre, Serge Marceau.
- Enseignement, famille : Michel Fromentoux, chef de rubrique
- Sciences et société : Guillaume Chatizel,
- Outre-mer : Pierre Pujol
- Médecine : Jean-Pierre Dickès
- Livres : René Pillorget, Anne Bernet, Pierre Lafarge, Philippe Aleyrac, Romaric d'Amico
- Arts-lettres-spectacles : Léon Camus, Renaud Dourges, Monique Beaumont
- Cinéma : Alain Waelkens
- Combat des idées : Pierre Carvin, Jean-Philippe Chauvin
- Art de vivre : Pierre Chaumeil
- Chroniques : Jean-Baptiste Morvan, François Leger
- Rédacteur graphiste : Grégoire Dubost
- Photos : François Tabary

Abonnements, publicité, promotion : Monique Lainé

# LES CANDIDATS JOUENT AVEC LE FEU

Les médias semblent avoir attrapé la manie des anniversaires... En quoi donc le souvenir des adolescents de Clichy-sous-Bois, Zied et Bouma, courant aveuglément l'an dernier s'électrocuter dans un transformateur EDF pour échapper à la police, et des violences qui s'ensuivirent dans les banlieues durant trois semaines, devrait-il donner lieu à ériger le 27 octobre en jour de commémoration ?

Alors que la décence demandait de respecter en silence la douleur des parents et celle aussi des victimes des affrontements de rue, la plupart des journaux écrits, parlés ou télévisés n'ont cessé de jour en jour de ressasser, presque en se régalant, les horreurs d'il y a un an comme s'ils voulaient jeter de l'huile sur le feu dans les banlieues où la situation est toujours très fragile.

## Graine de tueurs

Cette sale besogne n'a certes pas provoqué un nouvel embrasement général : au grand feu d'artifice des milliers de voitures brûlées (il y en eut quand même 277 sur toute la France dans la nuit de vendredi 27 à samedi 28...) semblent plutôt succéder cette année des délits ponctuels. Il n'y a toutefois pas lieu d'être rassuré, car les "jeunes", aujourd'hui, en arrivent à dépasser les limites de la délinquance et à prendre sciemment le risque de tuer. Ils attirent les policiers dans des guets-apens comme le 15 octobre à Épinay où ils en ont grièvement blessé un, ils criblent de pierres les pompiers secouristes, ils incendient des autobus, donnant à peine aux passagers la possibilité de s'échapper. Dans la banlieue nord de Marseille le soir de ce samedi 28 ils ont réussi à brûler à 70 % une jeune fille actuellement entre la vie et la mort.

Ce genre de violences confine à des actes de guerre civile. Les casseurs, qui ne sont en fait que quelques poignées de voyous, ont parfois à peine quinze ans. Ne sont-ils pas manipulés ? Et par qui ? Le fait qu'ils s'en prennent principalement aux flics, aux pompiers, aux conducteurs de bus, en somme à des personnes en uniforme, représentant l'État, l'ordre, les services publics, laisse deviner qu'ils sont les instruments d'une entreprise de subversion. L'islamisme est-il derrière cette "chien-lit" ? Il faut reconnaître que dans les villes où les imams imposent le plus leur loi, ils font régner une espèce "d'ordre moral", ce qui n'est, pourtant, nullement rassurant pour l'unité nationale.

On voit la complexité inouïe des problèmes dans lesquels la République sans volonté politique s'est embourbée en laissant d'année en année s'agglutiner dans les banlieues, dans des barres monstrueuses ou des tours ou des parallélépipèdes concentrationnaires, toutes sortes de populations qu'elle est incapable d'intégrer.

Ce n'est assurément pas dans le climat actuel de pré-campagne électorale présidentielle que quelqu'un osera prendre à bras le corps le

par intérim  
**Michel FROMENTOUX**

dossier des périphéries de nos villes. Tout laisse à penser que les concurrents du candidat Nicolas Sarkozy, intermittent ministre de l'Intérieur, sont trop contents de le voir aux prises avec tant de soucis. La gauche, avec une impudence insigne, par la voix de François Hollande, prétend tout crûment que M. Sarkozy est « responsable » de la tragique agression de Marseille. Les trois frères et sœurs ennemis de gauche s'épient : Laurent Fabius ne sait qu'invectiver M. Sarkozy, Ségolène Royal pense qu'il ne faut pas retirer les CRS des banlieues, Dominique Strauss-Kahn dit le contraire... Tout cela montre que chacun cherche à doser ses propos d'un peu de fermeté, d'un peu de laxisme, en fonction de la tranche de l'opinion qu'il veut flatter... ou ne pas effaucher.

## Impéritie électorale

Que les banlieues soient exploitées par la campagne (électorale), cessant ainsi d'être considérées en fonction de l'intérêt national, la droite en donne aussi la preuve, elle qui n'a guère trouvé de réponses concrètes durant l'année écoulée... Le Premier ministre Dominique de Villepin précise que son "plan banlieues" est en train de s'appliquer, affirme refuser toute zone de non droit, réclame « des sanctions immédiates et exemplaires » contre les auteurs de violences, convoque des réunions à Matignon sur la sécurité dans les transports publics, mais l'Agence nationale de la cohésion sociale et de l'égalité des chances qu'il a installée le jeudi 19 octobre ne sera-t-elle pas un gadget de plus sous un label pompeux ? En tout cas, annoncer que les 100 millions d'euros débloqués en 2006 seront reconduits en 2007 pour aider les associations (quelles associations ?) dans les quartiers ne calmera pas les "jeunes" mal dans leur peau.

Nicolas Sarkozy, quant à lui, n'hésite jamais à marcher sur les pieds du Premier ministre en bombant le torse. Spécialiste de l'esbroufe, il claironne les propos les plus vigoureux, se flatte d'avoir fait interpellé 116 personnes en trois nuits, ose dire, avec raison, qu'il faut punir même les mineurs de dix-sept ans, mais il va sans cesse répétant que le policier exemplaire est celui qui ne se sert pas de son arme, ce qui est du domaine de l'utopie face à des tueurs... Il sait, évidemment, que tout "jeune" blessé pourrait lui barrer la route de l'Élysée ! D'où cet équilibre instable — et donc inopérant — auquel il se condamne entre répression et compréhension, entre la "racaille" et l'"immigration positive"...

En fait, le drame est que l'on a laissé les banlieues devenir en plusieurs décennies les

dépotoirs de la démocratie. Qui donc a engendré ces nouveaux barbares ?

Une politique irréflectie et égalitariste de l'immigration a poussé à camper autour de nos villes des masses de déracinés, de "déculturés" donc de gens souvent aigris et fragilisés. Qu'a tenté la République des Droits de l'Homme pour les intégrer, pour leur donner envie de se réenraciner dans un nouveau pays, dans une communauté de destin, dans une histoire ? Leur lieu de vie est souvent composé d'horreurs bétonnées, en dépit de quelques efforts d'amélioration ces dernières années. À l'école où on les entasse (quand ils ne sont pas dégoûtés d'y aller) leurs enfants n'entendent que rarement parler d'effort, d'émulation, de maîtrise de soi, de don de soi ; ils rencontrent surtout des "profs" n'osant pas leur parler de la France, de la beauté de sa langue, de la grandeur de son histoire, tandis que la laïcité gratuite et obligatoire les laisse dans l'ignorance de la religion catholique dont on semble avoir honte de leur dire qu'elle a fait la France. Et cette même école de masse en conduit un sur trois au chômage ! Quant à la façon dont vivent les Français sous des lois détruisant la famille et la morale, laissant la jeunesse, même non immigrée, sans repères, quelle impression cela leur donne-t-il ? Le vide spirituel des "valeurs républicaines" ne peut rien leur dire.

## Les dépotoirs de la démocratie

Faut-il alors s'étonner que les plus désaxés en arrivent à jeter sur notre pays un regard exaspéré, à se replier sur leurs instincts communautaristes, à créer des zones de non-droit ? Qui leur a appris à s'élever aux notions de bien commun, de service public, d'ordre, de respect de l'autorité ? Dans une telle atmosphère, en deux ou trois générations, beaucoup ont perdu les traditions morales et familiales de leur propre culture : leurs fils sont-ils incités à reconnaître le prix de la vie humaine quand ils voient que nos lois permettent de tuer les plus innocents d'entre les hommes dès le sein maternel ? Vous avez dit violence ? Mais la violence appelle la violence, et notre décadence libertaire libère elle-même des violences.

Pour empêcher les banlieues de brûler, les discours politiques ne servent à rien. Les subventions pas à grand chose. Résorber le chômage, comme M. Chirac s'en réjouit dans *Le Figaro* de ce mardi 31 octobre, est important mais tout à fait insuffisant. Il faut d'abord la volonté politique qui sache faire respecter la France. Cela ne va pas sans une refonte totale du système éducatif et sans un redressement intellectuel et moral. Rien de cela ne peut sortir des urnes. Seul un régime ayant pour lui l'indépendance par rapport aux idéologies médiatisées et l'assurance de la durée peut permettre d'entreprendre de telles réformes. Il faut admettre que la république a fini son temps. ■

## Légimanie

Alors que la première loi sur la parité adoptée en 2000 n'a pas du tout atteint ses objectifs (12,3 % de femmes à l'Assemblée nationale et 10,9 % au Sénat), le gouvernement en prépare une seconde. C'est d'ailleurs devenu une habitude : ne pas se soucier d'améliorer les réalités et préférer légiférer à tour de bras. Christine Boutin a justement stigmatisé cette manie de légiférer, à propos des violences en banlieues. Alors que les uns et les autres proposent tout à la fois de traduire en cour d'assises ceux qui agissent des policiers, mettre les mineurs en prison et créer des centres de détention encadrés par des militaires, Mme le député UMP des Yvelines a bien résumé la situation : « **Aujourd'hui, la création de nouvelles sanctions pénales se substitue au traitement des vrais problèmes** »...

## Surenchère

Jean-Pierre Chevènement avait parlé de « sauvages », Nicolas Sarkozy de « racaille » et Laurent Fabius vient d'employer le mot « salopards » pour désigner ceux qui ont incendié un bus à Marseille. Mais cette surenchère verbale ne semble pas impressionner ces "sauvages-racaille-salopards" qui continuent tranquillement à s'affranchir des lois... Au fait M. Fabius, où avez-vous appris à parler comme ça ? C'est votre conseiller en communication qui vous a dit que ce serait chic de vous montrer vulgaire ?

## Conte de fées

À l'issue d'une réunion de bilan qui s'est déroulée à Matignon le 16 octobre, le communiqué officiel indique : « **En ce qui concerne l'emploi, 50 % des 158 000 jeunes reçus par l'ANPE au cours des six derniers mois ont retrouvé un emploi.** » Alors que le taux de chômage est de 9 %, le double si l'on arrêtrait de bidouiller les chiffres, qui peut croire à un pareil conte de fées ? Évidemment, le communiqué de Matignon ne précisait pas s'il s'agissait de véritables CDI ou simplement de missions d'intérim ou de CDD à temps partiel...

## Syllogisme

« **Mon opinion est celle du peuple français** » avait déclaré Ségolène Royal pour esquiver une question embarrassante sur l'entrée de la Turquie dans l'Europe. « **le peuple n'a pas toujours raison** » précise-t-elle aujourd'hui. CQFD : Ségolène n'a pas toujours raison !

Guillaume CHATIZEL

## NOTRE SOUSCRIPTION POUR L'A.F.

### VITALITÉ

■ La publication du *Trésor de l'Action française*, la rentrée dynamique des étudiants d'A.F. avec la reprise des cercles d'études, le colloque du 2 décembre sur "l'Église, la France et la démocratie", le banquet des Amis de l'Action française le 3 décembre témoignent de la vitalité de l'A.F. qui est loin d'être « devenue un objet de

l'histoire » comme on le lit dans un ouvrage récent.

Elle s'insère dans un débat politique et prend position devant l'élection présidentielle. Non pour se déclarer en faveur de tel ou tel candidat : quelque soit l'élu, nous n'attendons rien de bon pour la France. Nous dénonçons un système politique usé et vicié, et rappelons que la monarchie

héréditaire est, plus que jamais, le seul moyen d'organiser la succession du chef de l'État en France, à moins de réduire celui-ci à un soliveau.

L'Action française ne pourra poursuivre et intensifier son travail de propagande dans les mois qui viennent sans votre soutien. Aidez-la généreusement en participant à notre souscription. Il nous faut rassembler **55 000 euros**. Merci d'avance.

Pierre PUJO

N.B. Prière d'adresser les versements à Mme Geneviève Castelluccio, A.F. 2000, 10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.

### LISTE N° 17

Virements réguliers : M. Derville, 7,62 ; G<sup>al</sup> Jacques le Groignec, 15,24 ; M<sup>lle</sup> Annie Paul, 15,24 ; M<sup>me</sup> Yvonne Peyrerol, 15,24 ; Jacques Rolland (3 mois), 45,73 ;

Pierre Bonnefont, 22,87 ; M<sup>me</sup> Françoise Bedel-Giroud, 30,49 ; M<sup>me</sup> Plessis d'Argentré, 25 ; Henri Morfin, 32, Vincent Claret Tournier, 50 ;

Légion des "Mille" : Anonyme Metz, 150 ; Anonyme, 100.

Total de cette liste : 509,43 €  
Listes précédentes : 24 580,80 €

Total : 25 090,23 €  
Total en francs : 164 581,12 F

RÉFORME DE LA JUSTICE

Pantalonnades et palinodies

Visiblement le bateau chiraco-gouvernemental prend l'eau de toute part et l'affaire prendrait volontiers un tour burlesque si elle ne révélait pas de graves dysfonctionnements au cœur même du Pouvoir. Les citoyens français assistent impuissants à une crise patente de l'autorité, au délitement de l'État, aux misérables pleurnicheries d'un Premier ministre qui se plaint de

par Aristide LEUCATE

d'une nouvelle faute disciplinaire à l'égard des juges. Du moins en a-t-il donné l'impression, car le projet qui sera présenté aux députés ne comprendra nullement ce dernier volet. Et pour cause !

Dans sa fonction de conseiller du gouvernement, le Conseil d'État, obligatoirement saisi de tous les projets de lois avant leur passage en Conseil des ministres (article 39 de la Constitution) a purement et simplement conclu à son illégalité. Aussi, sauf à repasser devant le Conseil d'État (en vue d'une nouvelle délibération du Conseil des ministres sur un nouveau projet de loi), c'est par un tour de passe-passe politico-juridique que l'institution de cette faute disciplinaire, disposition phare de la réforme, prendra la voie d'un vulgaire amendement parlementaire (et non ministériel, sous peine de censure de Conseil constitutionnel, à moins de réitérer la procédure sus-énoncée) déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale, à l'occasion de la discussion du projet de loi. Dominique de Villepin a annoncé, de surcroît, qu'il recourrait à la procédure d'urgence pour faire adopter sa loi avant l'élection présidentielle.

Une réforme irréfléchie

Improvisation et précipitation, telles sont donc les deux mamelles d'un gouvernement de fin de règne, aux abois et acculé à l'impératif de réalisation de promesses présidentielles non encore tenues. La tâche est d'autant plus ardue pour le gouvernement qu'il doit faire face à un engorgement de l'ordre du jour du Parlement. L'affaire des pédophiles d'Outreau a certes bouleversé l'opinion publique mais est-ce un motif légitime et suffisant

pour légiférer avec tant de célérité et de façon aussi irréfléchie ? Nous tenons encore la preuve que toute politique, pour être viable, doit s'inscrire dans la durée.

Le régime démocratique, rythmé incessamment par les élections (voire presque frénétiquement lorsque les échéances sont à ce point rapprochées) montre ainsi son incapacité à satisfaire ce principe de bonne gestion des affaires publiques. Qu'on en juge, par exemple, à propos de la réforme de la détention provisoire. Si le renforcement du contrôle de la Chambre de l'instruction paraît souhaitable, ainsi qu'il est préconisé, la limitation de « l'usage du critère de trouble à l'ordre public » pour fonder juridiquement une telle mesure, aurait certainement mérité d'être plus mûrement réfléchi. Nous avons déjà souligné, dans ces colonnes, l'exaspération des citoyens et des policiers face au laxisme ambiant à l'égard des délinquants.

Quant à la saisine du médiateur par des justiciables s'estimant lésés par un dysfonctionnement de l'institution judiciaire, de deux choses l'une ; soit elle sera inapplicable, soit elle sera inefficace, ce qui, on en conviendra, revient parfaitement au même. La lourdeur du dispositif prévu engendrera, à coup sûr, le découragement chez ceux qui auront alors le sentiment d'une double injustice. Ne parlons même pas des enregistrements des gardes à vue et auditions devant le juge d'instruction (ou de la liberté et de la détention).

À n'en pas douter, ces enregistrements, présumant une défiance manifeste à l'égard de la police et de la Justice, seront de nature à troubler leur travail. Les délinquants et autres criminels ont encore de beaux jours devant eux...

aleucate@yahoo.fr

De drôles de bagagistes !

Alors que plusieurs bagagistes travaillant sur la plate-forme de l'aéroport de Roissy-Charles de Gaulle se sont vus retirer leur badge d'accès à la zone sous douane, plusieurs organisations syndicales et d'extrême gauche ont saisi le tribunal administratif de Cergy-Pontoise, tout en criant au racisme et à la discrimination. Discrimination ! Maître mot de la "reductio ad hitlerum", cette notion à géométrie variable que l'on agite tel un épouvantail au nez des pouvoirs publics, outre qu'elle est sérieusement paralysante pour l'État, est en même temps un facteur d'injustice et... d'inégalité (renforcée par son corollaire importé des États-Unis, la discrimination dite positive).



Faut-il avoir peur des bagagistes ?

Plus rien ne peut être tenté pour préserver la sécurité publique, sans que l'on fasse automatiquement jaillir cette accusation incapacitante pour l'action des autorités publiques et asphyxiante pour la liberté d'expression. Il convient pourtant de se rendre à l'évidence, alors même qu'il est politiquement incorrect de l'admettre : l'appartenance à une minorité raciale, sexuelle ou religieuse, ouvre droit, en France, à une protection privilégiée, absolue et non négociable, imposée, si nécessaire, soit par la menace ou la force, soit par des lois imbéciles. L'État n'est donc plus souverain à l'intérieur car, comme garant de l'unité nationale, il se voit continuellement contesté dans son autorité par des groupes

de pression de plus en plus puissants. Ce n'est, cependant, que le juste retour du bâton, pour avoir laissé, pendant plus de trente ans, nos frontières ouvertes à tous les vents des invasions migratoires.

La France a, ainsi, fait le choix suicidaire de sacrifier ses défenses immunitaires naturelles, sans anticiper les conséquences de sa néfaste politique. Quoi qu'il en soit, Le tribunal administratif ayant fixé son audience au 10 novembre, nous reviendrons sur la décision en référé qu'il prononcera. En attendant, ces actions judiciaires entamées par les officines syndicales aux fins de contester ces retraits d'habilitations témoignent de la complaisance anarchisante de ces dernières à l'égard de personnes dont les autorités policières sont fondées, après plusieurs semaines, mois ou années d'enquêtes minutieuses, à croire qu'elles ne sont pas vierges de tout soupçon.

Le danger réel du terrorisme

Bien qu'il ne soit pas dans nos habitudes de louer à longueur de colonnes ce républicain opportuniste qu'est Philippe de Villiers, force est de reconnaître qu'il eut l'incontestable mérite d'avoir sonné le tocsin lors de la parution de son livre, Les mosquées de Roissy (1). Cette enquête de salubrité publique, à laquelle il consacre un chapitre de son ouvrage, pointait le grave danger qui enfle quotidiennement depuis quelques années.

Un haut fonctionnaire du ministère de l'Intérieur rapportait anonymement que « cette affaire a commencé fin 2005-début 2006, bien avant l'ouvrage de Philippe de Villiers [...] Plusieurs enquêtes judiciaires ont mis en évidence des liens entre des employés et des individus aux activités contestables dans le domaine du droit commun mais aussi de l'islamisme radical. Certains entretenaient des relations avec des personnes aujourd'hui incarcérées dans des dossiers terroristes. » (Le Figaro, 23 octobre 2006).

Toutefois, plus grave encore, la réaction des pouvoirs publics a toujours été inversement proportionnelle au péril. L'islamo-terrorisme n'est pas une illusion et encore moins un avatar d'un improbable choc des civilisations.

Par ailleurs, il suffit d'emprunter les halls et les larges couloirs des aéroports de Roissy ou d'Orly, pour se rendre compte d'une criante réalité démographique qui n'échappe qu'aux gens atteints de cécité ou de mauvaise foi caractérisée (cette dernière catégorie est, de loin, la plus importante numériquement et, hélas, la plus nocive politiquement). Nous avons toujours été gouvernés par des idéologues irresponsables. Nous en payons le prix et il y a lieu de craindre que cela ne change guère au lendemain du 6 mai 2007.

Jacques CEPOY

A.L.

(1) Éd. Albin Michel

LE CRÉNEAU

Les "erreurs" de Maurras

● LA PUBLICATION du livre de Stéphane Giocanti Maurras, le chaos et l'ordre, continue à susciter de nombreux commentaires dans la presse. Dans FRANÇAIS D'ABORD, magazine de Jean-Marie Le Pen, Pierre de Laubier déplore : « La violence des sentiments anti-allemands de Maurras paraît souvent injuste. Maurras, nourri de culture latine et grecque, provençal dans l'âme, ne reconnaissait de civilisation que méditerranéenne, et confondait l'Allemagne avec la barbarie. Mais il ne faut pas oublier que, né à la veille de la guerre de 1870, il devait encore connaître au cours de sa vie deux guerres franco-allemandes qui n'étaient pas de nature à le faire changer d'avis. »

L'attitude de Maurras à l'égard de l'Allemagne n'a cependant pas été circonstancielle. Il a analysé le germanisme dans ses racines et ses méfaits. Le germanisme sommeille aujourd'hui mais il n'est pas mort.

Pierre de Laubier écrit encore : « La valeur des analyses et des arguments de Maurras

sont ainsi expliqués avec la plus grande clarté possible [dans l'ouvrage de Giocanti] chaque fois replacés dans leur contexte humain et historique. »

Le magazine de Jean-Marie Le Pen condamnant les "erreurs" de Maurras, voilà qui va réjouir la gauche !

Pas de xénophobie

● L'HOMME NOUVEAU (14/10/06), quant à lui, a publié un dossier de quatre pages où il recueille des avis divers sur Maurras. Philippe Maxence l'introduit par un article plutôt sympathique pour Maurras, en regrettant, cependant, que Giocanti n'ait pas fait de place dans son livre à Jean Ousset et à Jean Madiran qui se situent dans la ligne de pensée de Maurras.

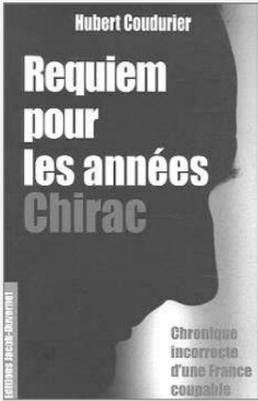
Yves Chiron estime « contestable » la thèse centrale du livre de Giocanti : « La xénophobie serait au cœur de la pensée politique maurrassienne. » Il répond : « La xénophobie selon la définition du dictionnaire est l'hostilité à ce qui est étranger. Maurras n'était pas xénophobe. Giocanti se souvient-il des pages où Maurras fait l'éloge de l'œuvre assimilatrice qu'avait su réaliser Martigues avec ses populations venues d'Espagne, d'Afrique et d'Orient ? Quand, plus tard, il voyagera en Afrique du Nord, Maurras a-t-il des propos méprisants pour les populations arabes ? Au contraire, il réclamera, pour elles, une politique de développement. »

« Quand Giocanti évoque les années 1940-1945, son jugement sur l'attitude de Maurras est plus que sévère, il est passionnément hostile. [...] Au final, le soutien indéfectible que Maurras a apporté au maréchal Pétain et à sa politique ne pouvait pas ne pas être sanctionné. » Giocanti ne justifie pas ses jugements passionnément hostiles par une analyse sérieuse des circonstances dramatiques que la France vécut alors. Maurras ne chercha que la préservation de l'unité nationale face aux factions qui se déchiraient.

Jacques CEPOY

LIVRE REÇU

● Hubert Coudurier : *Requiem pour les années Chirac*. — L'auteur, directeur de l'information au *Télégramme de Brest*, est un bon observateur du monde politique. Il montre comment sous le règne de Chirac la France a été culpabilisée par ses élites et par le président lui-même. Pour



donner satisfaction à divers communautarismes on a multiplié les repentances en donnant mauvaise conscience aux Français sur leur passé. Les complexes de la droite à l'égard de la gauche s'y ajoutant, la sinistrose s'est emparée de nos compatriotes. Dans la description des manœuvres des politiciens, on constate que chez eux le souci de l'intérêt national n'a guère de place. *Éditions Jacob-Duvernet. 191 pages, 19 euros.*

P.P.

## LA MONARCHIE MODERNE

● ANALYSANT le phénomène Ségolène Royal (*LE MONDE* 25/10/2006), André Fontaine, ancien directeur du Monde, pense qu'il peut être mis en relation avec la persistance d'un esprit monarchiste en France. Pour lui, les Français en ont "ras le bol" des discours convenus et des promesses non tenues, et Ségolène Royal tient un autre langage. Il écrit : « Depuis 1962, nous élisons l'hôte de l'Élysée au suffrage universel, ce qui a, entres autres effets, celui de lui conférer une autorité supérieure à celle de son gouvernement, et donc de restaurer la monarchie. Une monarchie élective, certes, avec une durée limitée, et le risque de paralysie partielle en temps de cohabitation, mais une monarchie tout de même.

Telle était clairement l'intention du général De Gaulle, anxieux de savoir, surtout après l'attentat du Petit Clamart, "ce qui adviendra du pays quand, avec moi, aura disparu cette sorte de phénomène que représente à la direction de l'État une autorité effective légitimée par les événements et confondue avec la foi et l'espérance du peuple français". Il avait d'ailleurs vaguement songé à faire appel au comte de Paris qui en mourrait d'envie. Mais, tout compte fait, il estima que le prétendant ne faisait pas tout à fait le poids, et c'est ainsi que nous nous apprêtons à élire pour la huitième fois, un chef –

ou qui sait une cheftaine – d'État, dont nous attendons qu'il – ou elle – arbitre nos querelles, défende notre sécurité, nos intérêts et notre réputation, et contribue à résoudre les innombrables "problèmes" auxquels la planète se trouve confrontée. »

N'en déplaise à André Fontaine, le comte de Paris aurait été tout à fait à la hauteur pour assumer la direction de l'État, il valait bien Georges Pompidou et Valéry Giscard d'Estaing qui lui succédèrent à partir de 1969. En réalité, De Gaulle n'a pas voulu mettre en selle le comte de Paris, à moins qu'il ne l'ait pas pu, étant donné la fragilité de ses bases électorales à partir de l'élection présidentielle de décembre 1965.

André Fontaine note encore que « la tendance dans le monde va plutôt dans le même sens (monarchique) et il y a au total bien plus de chefs d'État qui doivent leur fauteuil à l'hérédité ou au vote populaire qu'au suffrage restreint [...] il faut avoir contemplé les attentions des gens de gauche alors au pouvoir envers les majestés étrangères en visite à Paris pour comprendre que leur républicanisme a ses limites. »

Ségolène Royal se rattache incontestablement à ce courant monarchiste qui reste vivace dans l'âme française ; tant mieux si elle peut continuer à le développer.

Jacques CEPOY

## ÉLECTIONS AMÉRICAINES

# Les Républicains sur la défensive

Il faudrait au parti démocrate quinze sièges supplémentaires à la Chambre des représentants et six au Sénat pour contrôler le Congrès. Les aura-t-il ? Depuis trois mois, tous les observateurs jugent spectaculaire le défi qu'il a lancé à son adversaire et depuis six semaines – dernière ligne droite de la

**Les élections législatives ont lieu ce mardi 7 novembre. Pour les Républicains, c'est l'heure du bilan. Un bilan amer.**

campagne – tous les sondages le donnent grand favori. Alors, le parti démocrate sortira-t-il vainqueur de ces élections législatives ? Le vote a lieu mardi prochain 7 novembre. Ce soir-là, il est probable qu'il aura gagné des voix et des sièges. En nombre suffisant pour évincer le parti républicain ? Toute la question est là.

Les démocrates sont dans l'opposition depuis douze ans. Pour eux, s'installer en force sur la colline du

Capitole serait un grand retour – une revanche après l'humiliation de 1994. Cette année-là surgit des rangs républicains un élu de Georgie qui avait à la fois la fougue d'un entraîneur d'hommes, l'intuition d'un gestionnaire d'idées et l'audace d'un stratège politique : Newt Gingrich. Ce nom a maintenant disparu de l'actualité mais à l'époque, il fit trembler la gauche. À juste titre. Avec un programme de droite nationale, il électrisa les candidats, séduisit une nation et pétrifia ses détracteurs. Et avec cent cinquante jeunes turcs, il prit d'assaut le Congrès pour y planter la bannière républicaine, ce qui ne s'était pas vu depuis quarante ans.

Mais aujourd'hui, la bannière s'est étiolée. Ses couleurs ont fané et le jour où elles brillèrent sur le dôme du pouvoir législatif apparaît comme une vieille histoire. Pour les républicains, c'est l'heure du bilan. Un bilan amer.

### On n'est plus en 2004

Le rythme immuable des consultations populaires confère au renouvellement du Congrès — coïncidant tous les quatre ans avec le milieu d'un mandat présidentiel — le caractère d'une épreuve difficile pour le parti au pouvoir : les électeurs cherchent à dresser devant lui une sorte de coupe-feu. C'est vrai depuis des lustres. Jimmy Carter, Ronald Reagan, George Bush (père) et Bill Clinton s'en sont aperçus. Seul, George Bush (fils) fut épargné. Nous étions en 2002. On l'a vu, il conserva cette année-là sa majorité parlementaire ; ce n'était qu'un sursis.

Le pessimisme des sondages, la morosité des militants et l'alarme des analystes ont, depuis la fin de l'été, imposé aux planificateurs républicains des mesures d'urgence. Pour remonter un courant hostile, furent abandonnés les schémas classiques d'une campagne tradi-

tionnelle. Il fallait désormais dé-pouiller les slogans, bien cerner la cible, muscler le message, frapper fort. Et surtout, faire des choix.

C'est ainsi qu'après avoir expliqué sur tous les tons que la guerre en Irak était indispensable pour lutter contre le terrorisme, on décida subitement de ne plus en parler, lais-



George W. Bush  
Un bilan calamiteux

sant aux démocrates le soin de la peindre aux couleurs de l'apocalypse. On décida également de mieux répartir les deniers du parti et de ne secourir financièrement que les candidats qui avaient une réelle chance de l'emporter, laissant les autres subir en solitaires les rigueurs du combat. Enfin, on eut recours à la peur : le petit écran fut inondé de publicités républicaines montrant un ben Laden appelant à la destruction de l'Amérique et de l'Occident. Le procédé avait donné de bons résultats en 2002. Mais les temps ont changé.

### Droite nationale en panne

Les temps se sont durcis. Ce qui était possible il y a quatre ans ne l'est plus. Pour deux raisons.

D'abord, parce que le programme de droite nationale n'a pas été poursuivi. S'opposer aux recherches sur les embryons, réduire l'espace conquis par l'avortement, protéger le drapeau national d'humiliantes prédatations, tenter de marginaliser le "mariage" gay et

construire 1.200 kilomètres de barrières contre l'immigration illégale furent des mesures que la droite chrétienne qualifia d'« encourageantes ». Avant d'ajouter qu'elle attendait la suite. Mais la suite ne vint jamais.

Ou plus exactement, ce qui apparut, c'est la seconde raison pour laquelle les républicains se trouvent sur la défensive : le côté cour d'un parti qui a perdu le contact avec ses électeurs naturels. Tableau ravageur : un président impopulaire empêtré dans un conflit qui a la double caractéristique de n'offrir aucun espoir de victoire militaire aux sacrifices américains ni aucune solution réaliste à l'embrasement islamiste.

Ensuite, une cascade de scandales qui eurent, quant à eux, la triple caractéristique de compromettre gravement des élus républicains, de tremper la corruption dans la pédophilie et de multiplier les vocations d'abstentionnistes parmi les conservateurs.

Enfin, une situation économique fragile sous quatre angles : des salaires qui stagnent, une essence qui ruine, une assurance santé qui déraile et des usines Ford qui ferment. À part cela, on affirme aux Américains que la bourse est florissante, l'immobilier prometteur et l'inflation jugulée.

### Propagande mensongère

Le plus fort, c'est que ces informations, qui ont l'air de slogans racoleurs, sont parfaitement exactes. L'économie va bien. Mais pour qui ? Pour les autres. Pas pour celui qui va glisser un bulletin dans l'urne en s'efforçant d'y croire. Cet Américain moyen est saturé de propagande mensongère et vit encore sous le coup de quatre chiffres – vrais, ceux-là – qu'il a du mal à comprendre.

D'abord : 3. En dollars, c'est le prix du gallon d'essence (quatre litres) qu'il a dû payer pendant de trop longs mois sans savoir si c'était le résultat d'habiles pressions venues de monarchies pétro- ➤

**Devoir de Mémoire,  
Devoir de Famille,  
Destiné à ceux qui vous succéderont.**

**M.C. de Varine-Bohan, B. de Revières, I. Ducray, S. de La Rochefoucauld,** et tous leurs collègues, membres du Cercle des Écrivains Privés Mémoires, sont à votre disposition pour réaliser, pour vous et avec vous,

### LE LIVRE DE VOTRE VIE.

Appelez dès à présent **Michelle Pétaïn** – Fondatrice des Mémoires – au **01 40 76 00 27** et rencontrons-nous, chez vous, sans engagement (déplacement et devis gratuits – confidentialité contractuelle).

Siège national : Société 3 É : Écoute Écriture Édition  
34 avenue des Champs-Élysées 75008 PARIS



A.M. PÉTAÏN

lières ou celui de cyniques calculs imaginés par les raffineurs américains.

Ensuite : **2 800**. Ce sont les vies humaines perdues en Irak... 3.000 tués dans quelques semaines. Là encore, notre Américain moyen s'efforce d'établir un lien cohérent — sans y parvenir — entre la "croisade" anti-terroriste de Bush et le titre d'un journal qu'il a sous les yeux : « **La CIA affirme que la menace terroriste a empiré avec la guerre en Irak.** » Dans ces conditions, fallait-il y aller ? Doit-on vraiment continuer à payer ce prix en sang et en argent ?

Car on prend soin de préciser à notre Américain moyen que cette guerre coûte **6 350** dollars par seconde et que l'ardoise est, bien sûr, à la charge des contribuables. « Et l'or noir irakien ? » questionne-t-il. « On disait qu'il financerait les canons aujourd'hui et le beurre demain. » Oui, on le disait, mais on ne le dit plus. D'ailleurs, il ne faut plus le dire.

### Abîme idéologique

Une imposture de plus. Notre Américain moyen a la tête qui tourne devant ces chiffres astronomiques. C'est alors qu'il tombe par hasard sur un autre chiffre énorme : **14 millions**. On lui explique que c'est sans doute le nombre d'étrangers entrés illégalement aux États-Unis. Quarante millions ! Trois fois la population de Los Angeles et de sa banlieue. Alors là, notre Américain moyen s'insurge : « Quoi ! dit-il, depuis six ans qu'ils détiennent à la fois la Maison Blanche et le Congrès, les républicains se sont montrés incapables d'arrêter l'invasion ! » Depuis 2000, pas la moindre loi, pas le moindre projet sérieux, pas le plus discret verrouillage pour contenir la marée tiers-mondiste, alors que les pouvoirs exécutif et législatif sont dans les mêmes mains ? On quitte le domaine de l'échec gouvernemental pour entrer dans celui du scandale. Un autre scandale à ajouter à la pédophilie et à la corruption.

Mais l'immigration illégale est beaucoup plus explosive, beaucoup plus destructrice. Il y va de l'avenir de la nation, de l'identité du pays. Notre Américain moyen constate que ces expressions ne sont plus employées par les partis politiques. Ni à droite, ni à gauche. Elles font peur. Elles vont trop loin. On leur préfère les fausses perspectives.

Par exemple celle-ci : les démocrates affirment qu'ils sont capables d'éradiquer le lancinant problème des immigrants illégaux. Comment ? En les amnistiant en quelques semaines avant d'en faire en quelques mois des citoyens américains. Il fallait oser transformer en solution ce dynamitage d'une civilisation. Les démocrates ont osé. De même qu'ils ont promis d'imposer le "mariage" gay, l'avortement, des juges pro choix et une sous-culture minoritaire.

C'est ce qu'on appelle le changement. Le mot fait fortune en ce moment. L'Amérique donne l'impression de vouloir changer pour changer. Et faire un grand pas dans un abîme idéologique. ■

Ce serait, selon une étude très fouillée publiée par la revue scientifique britannique *The Lancet*, mondialement connue et habituellement fiable, le nombre *des victimes civiles irakiennes* depuis l'invasion de ce pays par les Américano-britanniques en mars 2003 et ce jusqu'à la fin juillet 2006. Plus d'un demi million de civils tués.

**De l'affaire d'Irak, les États-Unis sortiront très affaiblis, cela n'est pas dans l'intérêt de l'Occident.**

Le président George W. Bush, quant à lui, toujours constant, ne parle depuis des mois que de 30 000 tués et le ministre irakien de la Santé, démentant les analyses de *Lancet*, a avancé le chiffre de 228 000 tués civils depuis l'instauration de la "démocratie" dans ce pays martyr.

Comme dans tant d'autres cas, on ne saura jamais de manière précise le chiffre exact. Au train où vont les choses, celui du million ne tardera pas à être atteint. Sans commentaire.

### L'Histoire jugera

Commentant ce chiffre, le Premier ministre britannique, un des principaux responsables de cette boucherie en train d'atteindre un aspect génocidaire, a cru devoir déclarer : « **L'intention originale était de mettre en place une démocratie libérale qui serait un exemple pour la région.** » Bel exemple !

L'Histoire jugera. L'opinion internationale l'a déjà fait. Les Américains aussi dans leur immense majorité.

Du côté américain, les chiffres sont également terrifiants. Même sans commune mesure avec les victimes irakiennes. Plus de 2 700 militaires tués jusqu'au début octobre. Une centaine rien qu'au cours de ce dernier mois. Si on y ajoute le nombre des blessés décédés par suite de leurs blessures, et celui des victimes civiles américaines, cette folle aventure aura fait de ce côté plus de victimes que les attentats du 11 septembre.

*L'homme le plus recherché en Europe est aujourd'hui le général bosno-serbe Ratko Mladic. Le Tribunal pénal international pour la Yougoslavie le réclame comme criminel de guerre, coupable de génocide. L'Union européenne suspend son aide à la Serbie tant que le général ne se sera pas livré à la justice internationale. Mais celui-ci est protégé par la population serbe qui le considère comme un héros national parce qu'il a commandé naguère l'armée de la république serbe de Bosnie. Le gouvernement serbe n'ose pas aller contre les souhaits de la population en donnant satisfaction au tribunal.*

*Les éditions Le Verjus qui, il y a deux ans, ont publié une déclaration de l'ancien président Milosevic accusant l'Occident d'avoir assassiné la Yougoslavie, publient*

# Irak : 655 000

L'Irak, quel que soit le jugement que l'on puisse porter sur le régime de Saddam Hussein, n'avait aucun rôle dans ces attentats, ne soutenait en rien le terrorisme international, ne possédait et ne voulait posséder aucune arme de destruction massive. L'administration Bush savait tout cela dès le début. Les Britanniques aussi. On avait menti aux Américains, aux Britanniques et au monde entier. Au moins soyons satisfaits de la position prise par la France.

Un pays presque totalement miné, un peuple où chaque famille compte et pleure ses morts, la région à feu et à sang, la haine ancrée chez les Arabes à l'égard des États-Unis pour des générations, le terrorisme international relancé, l'islamisme radical transformé en danger planétaire, l'impuissance américaine mise en évidence : voilà en quelques mots le bilan désastreux — le mot est faible — de ce fiasco politico-militaire.

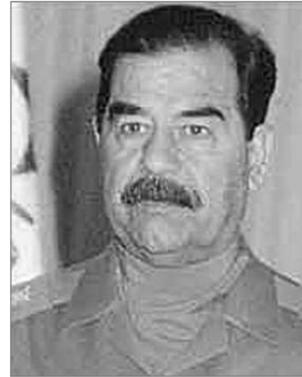
### Washington tente de s'en sortir

On a pu comparer ce bilan à celui de la guerre du Vietnam. Le président Bush l'a enfin admis. L'aveu est terrible. L'affaire vietnamienne, on s'en souvient, avait ébranlé les États-Unis pour de longues années, les avait réduits à une véritable impuissance diplomatique dont ils ne sont sortis qu'avec l'arrivée au pouvoir de Ronald Reagan et le redressement spectaculaire et courageux qu'il opéra.

La comparaison pourtant nous semble peu appropriée. C'est à l'échec soviétique en Afghanistan qu'il faut, nous semble-t-il, comparer la guerre d'Irak. Il n'est pas exclu qu'après s'être repliés sur quelques quartiers de Bagdad, les Américains ne quittent l'Irak en livrant le pays à une guerre civile totale, à la partition et à une crise sanglante pour des années. Comme naguère les Soviétiques en Afghanistan.

Washington semble pourtant vouloir chercher une issue autre

que militaire à la guerre d'Irak. Une commission de "sages" présidée par le très respecté James Baker, qui fut secrétaire d'État de George Bush (père), composée d'experts et personnalités fiables et indépendants, a été chargée de la besogne. Mais aussi pour préparer l'opinion à l'inévitable, et nécessairement déshonorant, virage militaire et politique.



**Saddam Hussein**  
Les Américains devront trouver un successeur au dictateur déchu

Certes, l'approche des élections du 8 novembre, que nous commenterons dans notre prochain numéro, est pour beaucoup dans la publicité faite par l'administration Bush à la mission confiée à ces "sages". Mais le désir de changer de politique est évident.

Selon certaines indiscretions, plus ou moins orchestrées par l'administration, avant même que le rapport de la commission ne soit remis au président, plusieurs options y seraient évoquées. Parmi elles deux semblent être privilégiées.

### Négocier avec les ayatollahs ?

D'abord une négociation avec Téhéran pour obtenir le soutien des ayatollahs à un "apaisement" de la fraction chiite de la population. Sans doute contre l'acceptation par Washington de la possession de la bombe nucléaire par le régime de Téhéran et une normalisation des relations bilatérales, on demanderait

à ce dernier de calmer le jeu en Irak.

Prix trop fort contre des résultats incertains : les ayatollahs posséderont l'arme nucléaire, continueront de menacer le monde, contrôleront une grande partie de l'Irak, déstabiliseront encore davantage la région. Washington sera déshonoré, trahira ses alliés sans peut-être obtenir autre chose qu'un court répit pour évacuer ses troupes.

Que deviendront alors les régions à majorité kurde et sunnite? Aucune réponse, au moins divulguée. Est-ce la partition ?

### Saddam sans Saddam ?

Autre préconisation possible : l'appel à "un homme fort", le rappel de l'armée de Saddam Hussein et de la police de l'ancien régime, leur confier le pays qu'ils devaient dès lors pacifier et, pour les Américains ... partir.

Le régime de Saddam, sans doute faire exécuter par haine et par vengeance avant de quitter l'Irak. Étrange issue qui laisse pantois. On fera adieu à la "démocratie", leur démocratie, on sacrifiera les principes hypocritement proclamés, on sauvera les "boys" mais pas l'honneur.

Cet homme "fort", sans doute un général de l'ancien régime, sera-t-il chiite, sunnite ou kurde? La réponse n'est pas donnée. Il sera certainement un "laïc", en somme un bassiste. Il aura à verser beaucoup de sang pour s'imposer. Encore des centaines de milliers de morts.

Il y a sans doute d'autres propositions. Une chose reste certaine : l'Irak plonge de plus en plus dans le chaos et la misère, la région est déstabilisée, le danger islamiste est menaçant partout et pas seulement en Orient.

De toute cette affaire, les États-Unis sortiront très affaiblis, cela n'est pas dans l'intérêt de l'Occident. Ce sera la fin d'une époque, celle de l'"unilatéralisme" et de la prétention de Washington à dicter sa loi au monde.

Plus que jamais la France devra privilégier ses intérêts, sa politique nationale et ses ambitions légitimes. ■

## CRIMINEL OU HÉROS ?

*un dossier (établi par Milo Yeliseyevich) sur le général Mladic qui est accusé notamment d'avoir fait exécuter huit mille musulmans à Srebrenica. Or, comme l'écrivent Patrick Barriot et Ève Crépin « Les troupes du général Mladic ont tué des hommes en âge de porter les armes au cours d'une bataille régulière alors que les milices de Naser Oric (chef musulman) ont tué des femmes, des enfants et des vieillards sans défense au cours de leurs incursions dans les villages serbes des alentours ». Le général Morillon, pour sa part, a écrit : « Mladic s'attendait à une résistance qu'il n'a pas rencontrée. Il ne s'attendait pas, je pense, aux massacres, mais là, il avait complètement mésestimé les haines accumulées. Je ne crois pas que ce soit lui qui les ait ordonnées ».*

*Parmi les témoignages publiés dans ce dossier, relevons ceux du général Gallois, de Louis Dalmas, directeur de la revue Balkans-Infos et le texte d'interviews du général Mladic lui-même. « À travers toute la guerre, déclare ce dernier, je n'ai fait que défendre ma nation sur son propre territoire serbe, c'était mon devoir de le faire, une obligation et un honneur suprême ».*

*On n'a pas fini d'entendre parler du général Mladic.*

**Pierre PUJO**

\* **Ratko Mladic, Criminel ou héros.** Dossier établi par Milo Yeliseyevich. Éditions Le Verjus, CAP8, B.P. 391, 75869 Paris Cedex 18, 340 p + un cahier de photos, 24 euros.

## LA LÂCHETÉ DE "L'OCCIDENT"

■ L'insurrection hongroise de l'automne 1956, sauvagement réprimée par l'URSS, avait entrouvert les yeux du monde entier sur la réalité du communisme. On entendit alors de grands discours larmoyants et même de belles promesses, mais l'Occident qui fut chrétien, déjà empêtré dans l'affaire de Suez (voir notre dossier du 19 octobre dernier), n'osa pas causer la moindre peine aux hommes du Kremlin.

Ces derniers devinrent même les années suivantes des personnages considérés

par  
**Michel FROMENTOUX**

rés comme présentables, que l'on visitait et invitait dans les capitales "bien pensantes", pendant que les Hongrois, puis bientôt les Tchécoslovaques et les Polonais enterraient leurs morts et pensaient leurs plaies dans l'indifférence quasi générale.

Si quelque trente ans plus tard, l'empire soviétique s'effondra sous le coup de ses contradictions internes et sous l'effet de l'élan donné aux aspirations spirituelles et nationales par l'accession au trône de saint Pierre de Jean-Paul II, pape polonais, la "libération" des nations opprimées ne fut pas sans équivoques, comme en témoignent, en cette année du cinquantenaire, les violents affrontements dont Budapest vient d'être le théâtre.

Les enfants des insurgés de 1956 sont écœurés par les mensonges que leur tiennent aujourd'hui de leur propre aveu d'anciens communistes purs et durs convertis au libéralisme le plus sauvage. Cette population martyre héritière de mille ans de chrétienté s'était soulevée non sans quelque romantisme toujours latent chez les peuples slaves, dans une espérance éperdue en la démocratie. Et voilà que l'Occident qui l'a traitée avec dédain dans son malheur, continue de se moquer d'elle en faisant miroiter à ses yeux les valeurs d'une Union européenne fourre-tout (que la Hongrie a intégrée en 2004) et d'une démocratie dont les valeurs ne sont que celles du fric et de l'hédonisme.

Le combat, il y a cinquante ans, d'un peuple sachant verser son sang pour sa foi et sa souveraineté nationale reste un exemple à suivre contre de nouvelles chapes de plomb...

# Le soulèvement de tout un peuple

par  
**Pascal NARI**

Un demi-siècle après, qui se souvient, surtout parmi les jeunes qui ignorent de plus en plus l'histoire, des événements d'octobre 1956 en Hongrie, de l'insurrection de Budapest et de l'intervention sanglante de l'Armée rouge ?

**L'Occident lâcha la Hongrie, se contentant de "déplorer" les massacres. Les Hongrois comptaient surtout sur Washington. Ils avaient tort.**

L'insurrection de Budapest, de toute la Hongrie, contre la domination soviétique a pourtant été un des événements les plus spectaculaires du siècle passé. Insurrection de tout un peuple épris de liberté, fier à juste titre de sa patrie et de son histoire, contre une tyrannie implacable, la domination étrangère, la dictature d'une bureaucratie malfaisante et un régime policier.

## De Yalta à la déstalinisation

On n'oubliera pas que lors du partage de l'Europe consécutif à la conférence de Yalta, la Hongrie a été livrée à Moscou, à Staline. Sous la férule de Matyas Rakosi, une politique strictement stalinienne fut imposée au pays. Rakosi, né en 1892, s'était rallié au bolchevisme dès sa prime jeunesse. Il avait été vice-commissaire (ministre) de l'Économie lors du régime communiste éphémère de Bella Kun en 1919. Emprisonné quelque temps, puis exilé en URSS, il revint en Hongrie dans les bagages de l'Armée rouge et fut immédiatement l'homme fort du pays, imposé par ses maîtres.

C'est Rakosi qui proclama en 1949 la République populaire hongroise. Il fut l'initiateur des purges sanglantes qui frappèrent d'abord les patriotes et les nationalistes, puis les titistes, déviationnistes, sionistes et tous ceux qui déplaisaient à son maître Staline. La collectivisation totale et brutale de l'économie, la lutte contre l'Église catholique – on n'oubliera pas le sort fait au cardinal Mindzenty, l'instauration d'un régime totalitaire, furent parmi ses œuvres. La Hongrie devint un pion de Moscou, membre du Pacte de Varsovie, un vaste camp de travail au service du communisme international.

La mort de Staline en 1953, puis la déstalinisation initiée par Khrouchtchev à partir de 1956, aboutirent à une certaine disgrâce de Rakosi, et à l'éclatement de l'insurrection de Budapest, du 22 au 30 octobre 1956.

L'Occident, les États-Unis en l'occurrence, puisqu'on était en

pleine Guerre froide, attisait le mécontentement et donnait l'impression de vouloir soutenir le mouvement national et populaire. Les Hongrois croyaient au soutien effectif du "monde libre". Ils l'ont payé très cher. Ils déchanteront vite.

## Insurrection

Le mécontentement de la population hongroise était profond et général. Les petites mesures de déstalinisation prises par le régime à partir de la disparition du "petit père du peuple" ne satisfont personne. L'agitation commence chez

De 1953 à 1955, il tenta pourtant de corriger quelques erreurs des dirigeants précédents. Un peu comme Gorbatchev en URSS, avant la chute du bolchevisme. Les camps de concentration ont été supprimés, une amnistie limitée décrétée, l'exercice du culte, si cher aux Hongrois, toléré. Cette politique ne donna pas satisfaction au peuple, et indisposa Moscou. Nagy fut démis, exclu du Parti communiste. La reprise en main connut un échec total.

Lors de l'insurrection d'octobre, Imre Nagy fut rappelé aux affaires. En recours. Il avait tiré les leçons de son échec. Il a voulu, malgré son passé, agir en Hongrois, en patriote. Il fit entrer dans son gouvernement des personnalités non communistes, promit des élections



Une ville ravagée par le communisme...

les intellectuels et dans les universités, s'aggrave vite et aboutit au mouvement insurrectionnel d'octobre 1956, le soulèvement de tout un peuple contre le communisme et pour une Hongrie indépendante, maîtresse de son destin.

Un "leader" communiste réformateur est porté à la tête du gouvernement, Imre Nagy. Né en 1896, il avait adhéré au communisme lors de sa captivité en Russie pendant la Première Guerre mondiale. Comme Rakosi, il avait été de l'entourage de Bella Kun, puis emprisonné. Il avait quitté son pays en 1929 et s'était installé en URSS. À son retour en Hongrie en 1944, il avait été ministre de l'Agriculture, puis de l'Intérieur et enfin président de l'Assemblée nationale. À l'inverse, donc, de ce qu'on écrit souvent, au moment d'accéder au pouvoir une première fois, il passe pour un homme du sérail, plutôt fidèle à la ligne de Moscou.

libres, demanda le retrait des troupes soviétiques, proclama la sortie de son pays du Pacte de Varsovie et pria l'ONU de déclarer la neutralité de son pays.

## Bain de sang

C'en était trop pour Moscou. L'Armée rouge écrasa le mouvement populaire. Un véritable bain de sang. Les Hongrois résistèrent héroïquement. Le déséquilibre des forces était trop grand, et les traîtres ne manquèrent pas, surtout parmi les communistes. Le commandant en chef de l'aviation déclara, par exemple, qu'il ferait intervenir ses avions contre les troupes d'invasion. Cette déclaration a été exploitée par Moscou pour dénoncer le caractère "contre-révolutionnaire" du mouvement national et populaire. Après le triomphe des Soviétiques, ledit commandant en chef ne fut guère inquiété. Pourtant des milliers

d'autres Hongrois avaient été massacrés pour bien moins que cela. L'officier provocateur connut par la suite une brillante carrière.

Imre Nagy lança des appels désespérés aux Occidentaux, à l'ONU, à la "conscience universelle". En vain. Des manifestations de soutien ici ou là. Rien de plus. On lâcha les Hongrois. La révolte écrasée dans le sang, des dizaines de milliers de morts, trois cent mille personnes ayant pris le chemin de l'exil, Nagy se réfugia un temps à l'ambassade de Yougoslavie, puis fut arrêté. Après un "procès" secret – en URSS, en Hongrie même ? – il fut exécuté en compagnie de plusieurs autres dirigeants de la période insurrectionnelle. En tout une centaine d'exécutions officielles.

Son courage au cours des journées héroïques d'octobre, son sacrifice, ses positions patriotiques feront de lui un héros, un martyr de la cause nationale hongroise. Son passé de communiste lui sera pardonné.

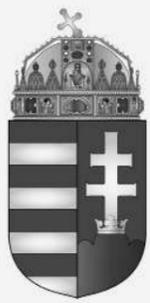
## La trahison américaine

Une autre attitude de la part des Occidentaux, des États-Unis plus particulièrement, aurait-elle pu changer la donne ? Cinquante ans plus tard on pourrait le penser.

Au moment où se déroulaient les événements de Hongrie, le monde était touché par une autre crise grave : l'expédition franco-britannique contre l'Égypte du colonel Nasser, pion de la politique expansionniste soviétique dans le monde arabe. Nasser venait de nationaliser le Canal de Suez (26 juin 1956). Il était le protecteur et principal fournisseur d'armes de la rébellion algérienne, agitait la Palestine, déstabilisait les pays arabes pro-occidentaux.

L'expédition franco-britannique, accompagnée d'une opération militaire israélienne, fut un succès. Les franco-britanniques étaient sur le point de parvenir au Caire, la résistance de l'armée égyptienne, pourtant fortement équipée par l'URSS, était brisée. Un ultimatum soviéto-américain fit stopper net l'opération et sauva le régime pro-soviétique du dictateur égyptien. Les Français voulaient retarder de quelques heures encore la cessation du combat pour pouvoir atteindre les objectifs fixés. Les Britanniques cédèrent.

L'Occident lâcha la Hongrie, se contentant de "déplorer" les massacres. Les Hongrois comptaient surtout sur Washington. Ils avaient tort. Washington lâcha aussi ses alliés. L'Occident fut perdant sur les deux théâtres. Une négociation globale sur les deux sujets, des concessions mutuelles auraient-elles pu aboutir à une issue équilibrée ? Un demi-siècle plus tard, de nombreux historiens le pensent. Les États-Unis, ►►



# L'énigme Nagy

► malgré une administration républicaine supposée ferme, ont fait preuve d'une étrange faiblesse. Ils le paieront.

Les principales victimes furent les Hongrois, mais aussi, osons le dire, les Égyptiens qui ont subi encore des années de dictature sournoise et démagogique du colonel Nasser.

## Des blessures à panser

Après la chute de Nagy, c'est Janos Kadar, secrétaire général du Parti communiste hongrois, appelé le "parti des travailleurs", qui prit le pouvoir. Après deux années de répression terrible, Kadar initia une politique intérieure et économique plus souple.

Nous avons eu l'opportunité pour des motifs professionnels de nous rendre à plusieurs reprises dans les pays de l'Europe de l'Est au cours des décennies soixante et soixante-dix. Alignée sur Moscou dans sa politique extérieure et de défense, la Hongrie n'en était pas moins le pays le plus "libéral" du camp soviétique : amnistie, amélioration des relations avec l'Église, une police politique moins oppressante et surtout un petit secteur privé qui dynamisait l'économie.



L'Armée rouge prend possession de Budapest

Les Hongrois de la diaspora, non pas certes les exilés de 1956, pouvaient parfois venir rendre visite à leur famille et visiter leur pays d'origine. Quelques autorisations étaient accordées à ceux de l'intérieur pour se rendre à l'étranger. Le pouvoir politique était moins dispendieux que les autres pays "socialistes", on essayait de ne pas irriter l'opinion. On a ainsi pu parler du "modèle hongrois", ce qui était peut-être excessif, mais le climat était nettement différent.

On connaît la suite. Rakosi, le tyran sanguinaire, réfugié chez ses maîtres soviétiques, est mort à Gorki en 1971, il n'a donc pas vu l'effondrement du communisme. Kadar est décédé à Budapest en 1989, l'année de la chute du mur de Berlin. La vaillante Hongrie n'a pas encore fini de panser les blessures du communisme et d'en effacer les stigmates.

L'attitude complexe d'Imre Nagy durant les événements de l'automne 1956 à Budapest est l'une des principales questions abordées par Henri-Christian Giraud dans le livre magistral qu'il vient de consacrer à l'insurrection hongroise.

**Communiste "libéral", Imre Nagy, redevenu Premier ministre à la faveur des événements, aura la force de rompre avec les Soviétiques, avant de subir leurs foudres. Petit portrait d'un personnage central de l'insurrection hongroise.**

groise. Nagy est né en 1896 dans une famille rurale. Devenu ouvrier métallurgiste, volontaire dans l'armée austro-hongroise en 1914, il est capturé par les troupes russes. Il rejoint les rangs bolcheviques durant la guerre civile entre blancs et rouges. Revenu en Hongrie, militant communiste infiltré dans le parti social-démocrate, il doit s'exiler en URSS en 1929, pourchassé qu'il est par la police du régent Horthy, le nouvel homme fort de Budapest. Il se spécialise alors dans les questions agraires.

De nouveau rentré en Hongrie au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, il est succes-

par **Pierre LAFARGE**

sivement ministre de l'Agriculture, puis de l'Intérieur et enfin président du Parlement. Le 5 juillet 1953, après la chute du stalinien Matias Rakosi, il accède au poste de Premier ministre. Il procède à certaines libéralisations, mais est écarté du pouvoir le 20 février 1955 pour déviationnisme. Il est même exclu du Parti.

## Une incompréhension organisée

Réclamé par la foule qui manifesta le 23 octobre 1956 dans les rues de Budapest, Nagy va se faire piéger par les Soviétiques. S'il est nommé Premier ministre dès le 24 octobre, il n'a aucune liberté de manœuvre.

Pire, les Soviétiques parviennent à faire croire à l'opinion hongroise et internationale que c'est Nagy qui a demandé l'intervention des troupes du Pacte de Varsovie. Nagy, suivi en permanence par des agents soviétiques, ne pourra sortir de l'immeuble du parti communiste avant le 26 octobre et devra attendre en fait le 29 pour disposer de son entière liberté d'action.

Ces journées d'attente et de méfiance légitime (aux vues des déclarations tronquées que le Premier ministre se voit obligé de prononcer) du peuple hongrois envers Nagy seront fatales

à l'insurrection. La grande force du KGB aura été de fabriquer une telle incompréhension entre la vitrine légale de la révolution (Nagy) et son expression populaire.

## La liberté ou la mort

Le samedi 27 octobre, Nagy a nommé un gouvernement incluant plusieurs ministres non-communistes. Le lendemain, il annonce la dissolution de l'AVH, la police politique tant honnie de



Imre Nagy (1896-1958)

la population hongroise. Emporté par l'élan révolutionnaire de la rue, Imre Nagy annonce le 1<sup>er</sup> novembre la sortie de la Hongrie du Pacte de Varsovie et sa neutralité internationale. S'il est toujours socialiste, Nagy semble avoir dès lors réellement rompu avec toute illusion communiste. Aux yeux des Russes, il a défi-



nitivement signé là sa condamnation à mort, s'il en était encore besoin.

Malgré le départ apparent des troupes soviétiques des rues de Budapest et un discours se voulant rassurant des représentants de Moscou, le piège va se refermer, inéluctablement.

De nouvelles troupes ne cessent de franchir les frontières de la Hongrie. Nagy continue néanmoins ses réformes : le samedi 3 novembre, il annonce un remaniement ministériel qui écarte les anciens staliniens du pouvoir. Le dimanche 4 novembre au matin, alors que les unités soviétiques occupent de nouveau Budapest, Imre Nagy est obligé de se réfugier dans l'enceinte de l'ambassade de Yougoslavie.

Arrêté par ruse le 22 novembre, il est d'abord transféré en Roumanie. Ramené en Hongrie, il doit affronter un procès pour trahison. Imre Nagy, condamné à mort le 15 juin 1958, est pendu le lendemain matin dans la cour de la prison de Budapest.

\* Henri-Christian Giraud : *Le Printemps en octobre. Une histoire de la révolution hongroise. Éd. du Rocher, 816 p., 24 euros.*

## LA COLÈRE DE PARIS

par **Pierre PUJO**

Les événements de Hongrie d'octobre-novembre 1956 eurent un grand retentissement en France. En effet le parti communiste était très puissant et était serviteur inconditionnel de Moscou. C'était la première fois qu'un peuple de l'Europe de l'Est se soulevait contre la domination soviétique. D'autre part, le parti n'avait pas craint de soutenir le Viet Minh contre la France en Indochine et de se livrer à des actes de trahison. En Algérie où en 1956 la France était affrontée au F.L.N., il remplissait la même sale besogne.

Les manifestations de soutien à la révolution hongroise commencèrent dans les premiers jours de novembre 1956. Un grand cortège remonta les Champs-Élysées jusqu'à l'Arc de Triomphe avec trois cents parlementaires à sa tête. Les manifestations reprirent le 4 novembre pour protester contre la répression soviétique. Les étudiants d'Action française en prirent l'initiative au Quartier latin. Elles continuèrent les 5 et 6 novembre dans tout Paris, les cibles étant le siège du parti communiste, les bureaux de L'Humanité, l'ambassade d'U.R.S.S., rue de Grenelle, ou l'Association France-U.R.S.S. Les manifestants criaient : « Libérez la Hongrie ! Russes assassins ! » et chantaient la Marseillaise comme les Hongrois insurgés à Budapest.

Le mercredi 7 novembre une manifestation plus importante encore réunissant 100 000

participants fut organisée à l'appel des Anciens combattants, de l'Union nationale des Étudiants de France et d'organisations politiques très diverses. Le rendez-vous était place de l'Étoile à 18 h 30. À partir de là, un immense cortège descendit les Champs-Élysées, drapeaux hongrois et français en tête, enfonçant les barrages de police. Toujours les mêmes cris : « Libérez la Hongrie ! Russes assassins ! Parti communiste hors la loi ! »

## Le P.C. flambe !

Sortant de mon travail dans une banque du centre de Paris, je rejoignis à ce moment la manifestation après avoir laissé ma mallette dans une petite rue près de l'Étoile. Par la rue Royale, la place de l'Opéra et la rue Lafayette elle se dirigea vers le carrefour Chateaudun. La police tenta un moment de la refouler, mais elle repartit en avant.

Toutes les fenêtres du siège du parti communiste étaient fermées, mais un groupe d'étudiants réussit à forcer la porte d'entrée et à accéder au premier étage. Pendant ce temps, les communistes se réfugiaient au deuxième étage balançant des bouteilles, des meubles et des paquets de journaux sur la

tête des manifestants. Avec les paquets de L'Humanité on fit un grand feu de joie sur la place. Un parachutiste escalada la façade de l'immeuble pour planter un drapeau hongrois au balcon. Bientôt des flammes s'échappèrent depuis le premier étage du bâtiment. Le P.C. flambait ! Les pompiers mirent beaucoup de temps à arriver, étant donné la foule qui envahissait les rues environnantes. Depuis ce jour là, le carrefour Chateaudun s'appelle carrefour Kossuth du nom du grand poète hongrois.

Mais voilà que la manifestation continuait en direction du siège de L'Humanité, sur les grands boulevards. Elle fut accueillie par un jet de bouteilles au coin de la rue du faubourg Poissonnière où se trouvaient les bureaux du quotidien communiste. Il était 20 h 30. Les assaillants se protégeaient comme ils pouvaient des projectiles communistes parmi lesquels il y avait des morceaux de plomb fondu venant des linotypes. Personnellement je me protégeais avec un cageot sur la tête, d'autres avec des chaises de bistrot prises à la terrasse des brasseries voisines. Un groupe de parachutistes réussit à pénétrer au dernier étage de l'immeuble et alluma un début d'incendie. Ils furent faits prisonniers par les communistes. Au bout de deux heures, les manifestants levèrent le siège après avoir chanté une dernière fois la Marseillaise.

## BUDAPEST, 1956



■ Eugène Sujanszky est à Paris le président du Comité du Souvenir franco-hongrois de la révolution hongroise de 1956, qui s'appelait jusqu'en



1999 l'Association des Combattants hongrois de la liberté. Les premières années de sa vie ont été à tout jamais marquées par le drame de la Hongrie martyre. Nous le remercions d'avoir bien voulu évoquer pour nous ces événements qu'il a vécus intensément. Son témoignage est poignant et juste.

M.F.

**L'ACTION FRANÇAISE 2000.** – Vous étiez adolescent quand en 1945 les Soviétiques se sont emparés de votre pays. Comment étiez-vous préparé à subir une telle épreuve ?

**EUGÈNE SUJANSZKY.** – Né en 1929 à Budapest, élevé dans le plus grand respect de la patrie et de sa tradition catholique, je suis entré à l'École militaire à dix ans, le jour même où la guerre mondiale a éclaté. Mon pays avait connu le bolchevisme en 1919 ; nous savions qu'il détruisait les cultures et les croyances, qu'il engendrait l'athéisme, qu'il était le pire ennemi de la Hongrie millénaire.

### Catholique et hongrois toujours

En 1944, après que la Roumanie se fut retournée contre les Allemands, l'Armée rouge est entrée en Hongrie : ce fut alors une rude bataille de sept ou huit mois. Mes camarades et moi, avons compris à quinze ans que notre devoir était d'aller sur le front et nous nous sommes portés engagés volontaires. La bataille de Budapest fut terrible ; encerclés pendant deux mois, nous n'avons pas capitulé : 37 000 soldats hongrois et 33 000 soldats allemands faisaient face à 250 000 soldats soviétiques. Il y eut 50 000 morts du côté germano-hongrois, et autant du côté soviétique.

**A.F. 2000.** – La Hongrie était alors dans le camp allemand...

**E.S.** – Oui, mais à l'époque nous ne connaissions pas les horreurs nazies, nous connaissions en revanche l'autre barbarie, celle des bolcheviques du Guépéou. Il ne faut pas oublier non plus qu'au début de la guerre Staline et Hitler étaient alliés.

**A.F. 2000.** – Vous voilà donc à quinze ans confronté aux

dures réalités du communisme...

**E.S.** – Capturé, je me suis évadé, mais je ne pus continuer ma formation militaire, car l'École militaire, considérée comme réactionnaire, avait été dissoute. Or je n'acceptais pas de devenir mercenaire de l'Union soviétique, je ne voulais servir que ma patrie. Inscrit dans un lycée civil, j'ai passé le baccalauréat à dix-huit ans, puis je suis entré à la faculté de pharmacie, sur les traces de mon père, pharmacien lui-même.

### “Ennemi du peuple”

En 1949, ce fut le grand tournant ; le parti communiste installait sa dictature. Aux étudiants, considérés comme fils de bourgeois, donc ennemis du peuple, on demanda, pour pouvoir continuer leurs études, de s'intégrer aux jeunesses communistes. Je leur répondis que si j'étais d'accord avec quelques mesures sociales récentes, jamais, même par intérêt, je ne pourrais adhérer à une idéologie obligatoire m'amenant à renier le Christ. J'étais déjà très sévère avec moi-même sur la conception de l'honneur.

Je me retrouvai donc ouvrier de bas niveau, tandis que l'on nationalisait les propriétés et les commerces dont celui de mes parents – ce qui fit mourir mon père à soixante-deux ans d'une attaque cérébrale et contraignit ma mère à devenir femme de ménage...

### Résistant

**A.F. 2000.** – À vingt ans l'avenir vous semblait bien sombre. Votre espérance semble avoir pourtant été toujours intacte...

**E.S.** – Fin 1950, j'obtins un emploi dans un bureau à l'office national pharmaceutique. Mais mes amis et moi, nous voulions coûte que coûte vivre libres. Ayant appris en 1949 qu'entre Soviétiques et Occidentaux la rupture était consommée et que venait de se créer l'Alliance atlantique, nous avons repris espoir. Si l'Occident se groupait autour de l'OTAN, il pourrait faire libérer les territoires occupés par l'URSS...

Si la guerre éclatait nous ne voulions pas être amenés à tirer sur l'Alliance atlantique. C'est ainsi qu'au moment où se succédaient les pendaisons de soldats criminels de guerre, ou de gens accusés de stalinisme, ou de résistants exécutés dans le plus grand secret, j'ai entrepris une activité résistante avec des jeunes de mon âge.

**A.F. 2000.** – Vous preniez des risques considérables...

**E.S.** – Il fallait être extrêmement

### L'A.F. REÇOIT

## Eugène SUJANSZKY

# « Nous ne nous battions pas pour le retour au capitalisme sauvage »

prudent. J'avais un réseau de cinquante hommes divisé en quatre groupes de travail ne se connaissant pas entre eux.

Mais la police secrète accomplissait son œuvre. Nous avons su plus tard que cinq personnes sur cinquante avaient infiltré notre réseau. Un jour où je parlais pour un voyage dans un département où j'avais été envoyé pour contrôler la distribution de médicaments importés d'Occident, je fus arrêté par la section opérative de la police politique et mis en prison au centre de Budapest dans un bâtiment immense et mystérieux.

### Prisonnier

**A.F. 2000.** – Vous êtes-vous alors senti découragé ?

**E.S.** – Point du tout. Mon principal souci était de tâcher de diminuer les condamnations de mes camarades, et aussi de savoir qui m'avait trahi...

De l'extérieur, je ne savais rien du tout. En avril 1956, je fus prévenu qu'allait commencer mon procès secret. Je m'attendais au pire, mais je ne regrettais rien. Un jour on m'annonça que mon procès était reculé jus-

chev avait démasqué les cruautés du stalinisme. Je lui devais de ne pas être mort... En Hongrie, le régime, affaibli, avait finalement suspendu les condamnations à mort. Le 23 octobre 1956, la révolution a éclaté.

Je fus libéré avec mes camarades le 1<sup>er</sup> novembre. Il y avait foule devant la prison, on nous embrassait, on chantait l'hymne hongrois, on nous offrait le taxi pour retrouver nos familles.

Bien que malade, je n'ai pas voulu me reposer ! Ma place était parmi les insurgés ! Le 4 novembre ce fut la grande invasion soviétique : il y eut des combats terribles sur la place Corvin, des choses atroces qu'aucun photographe ne put voir.

**A.F. 2000.** – Est-ce l'espoir d'une intervention de l'Occident qui renforçait votre courage ?

**E.S.** – Bien sûr, nous nous disions qu'il était impossible que les Nations-Unies n'obligent pas l'URSS à se retirer. Nous voulions être libres.

Place Corvin parmi les 1000 insurgés, 80 % étaient des ouvriers, il y avait très peu d'intellectuels... En cinq jours il y eut cent cinquante morts, pris dans



Parmi ces insurgés, des camarades d'Eugène Sujanszky

qu'au mois de mai et qu'il ne serait pas secret. Au tribunal j'eus la surprise de ne pas retrouver les officiers de police qui m'avaient interrogé. Après trois jours le juge m'a demandé avant le verdict de dire ce que je voulais pour ma défense : puisque je savais que je serais condamné à mort, j'ai voulu garder ma dignité et je refusai de faire mon mea culpa.

Le verdict tomba : dix-sept ans de prison ! Vous ne pouvez imaginer ce que fut mon bonheur lorsque l'on me conduisit dans une pièce où par la fenêtre je vis des arbres, de la verdure, la vie !

### Combattant de la liberté

**A.F. 2000.** – Vous n'alliez certainement pas tarder à comprendre...

**E.S.** – En effet, un changement s'était opéré depuis que Kroucht-

chev avait démasqué les cruautés du stalinisme. Je lui devais de ne pas être mort... En Hongrie, le régime, affaibli, avait finalement suspendu les condamnations à mort. Le 23 octobre 1956, la révolution a éclaté.

Je fus libéré avec mes camarades le 1<sup>er</sup> novembre. Il y avait foule devant la prison, on nous embrassait, on chantait l'hymne hongrois, on nous offrait le taxi pour retrouver nos familles.

Bien que malade, je n'ai pas voulu me reposer ! Ma place était parmi les insurgés ! Le 4 novembre ce fut la grande invasion soviétique : il y eut des combats terribles sur la place Corvin, des choses atroces qu'aucun photographe ne put voir.

### Français de cœur

**A.F. 2000.** – Que représentait alors pour vous la France ?

**E.S.** – À vrai dire, nous gardions le souvenir de 1920, du traité de

Trianon qui avait mutilé la Hongrie millénaire. En outre nous savions qu'en France le parti communiste était le plus important après celui de l'URSS !

Et pourtant nous avons été tout de suite émus quand, dans notre camp de réfugiés de Châtelleraut, nous avons vu enfin le cœur des Français, des familles pleines de compréhension qui nous ont entourés d'affection pendant les fêtes de Noël...



Eugène Sujanszky en 1956

Il nous fallait choisir notre lieu d'exil. Nous avons pensé à nous établir en Allemagne, en Angleterre, même en Afrique du Sud. Finalement, nous sommes venus à Paris, la ville-lumière qui nous a séduits et où nous avons encore rencontré des familles pleines de gentillesse et de générosité. Pax Christi nous a aussi aidés. Puis, grâce à une bourse, j'ai pu reprendre des études – de chimiste cette fois. J'ai épousé une Normande et je reste éternellement reconnaissant à la France : on peut y vivre libre et garder sa dignité.

**A.F. 2000.** – Quand avez-vous cessé de compter sur l'Occident pour aider la Hongrie ?

**E.S.** – Nous avons compris en 1959 que le dossier était classé, que nos espoirs étaient trompés.

### La Hongrie aujourd'hui

**A.F. 2000.** – Comment voyez-vous la Hongrie aujourd'hui ?

**E.S.** – En tant qu'ancien insurgé, je suis extrêmement déçu. Les anciens communistes peuvent jouer un rôle de premier plan après l'écroulement du rideau de fer en 1990. Et pourtant ce sont toujours des communistes : peu importe pour eux les étiquettes politiques, ils sont capables de tout pour garder le pouvoir, sans aucun sens de l'honneur. Ils n'aiment pas le peuple, ils s'en méfiaient même au temps du gouvernement de Kadar ! Nous, qui avons souffert, nous sommes écartés. Au Parlement les anciens du parti remplissent la moitié des rangs. L'actuel Premier ministre a été jusqu'en 1989 le secrétaire général du Mouvement de la Jeunesse communiste ! Et



BUDAPEST, 1956

# Honneur au cardinal Mindszenty

► avec cela ces gens sont aujourd'hui pro-américains !

**A.F. 2000. – Comment peut-on expliquer que ces anciens communistes parviennent si facilement à se maintenir ?**

**E.S.** – Il faut tenir compte du lavage des cerveaux ; les mentalités ont été transformées sous le régime communiste. Pour beaucoup ce régime assurait la sécurité du travail. Les anciens communistes profitent de la situation, même en utilisant à leur profit les privatisations ! De leur côté les Américains et les Occidentaux en général préfèrent traiter avec les anciens communistes, qui sont plus souples que les vrais patriotes hongrois !

En fait, voyez-vous, l'Occident a donné au monde une image falsifiée de la démocratie. Le seul critère est devenu économique : vous êtes-vous convertis à l'économie de marché ? Ce n'est pas pour cela que nous nous sommes battus en 1956 : pour nous la démocratie était un idéal de liberté et de justice sociale.

## Le message de 1956

**A.F. 2000. – Et pourtant, malgré vos déceptions, la vive émotion avec laquelle vous parlez de cette insurrection prouve que vous ne regrettez rien, que ces années de combat continuent d'être votre fierté. Que peut encore dire au monde d'aujourd'hui ce grand soulèvement de tout un peuple ?**

**E.S.** – Selon moi, ces événements restent un guide philosophique et politique pour le monde actuel dans la crise qu'il traverse. Nous voulions l'indépendance nationale, le respect de nos traditions chrétiennes, de nos libertés. Nous voulions une démocratie qui ne serait pas au service des ambitions personnelles ou du carriérisme, nous ne militions pas pour le retour du capitalisme, mais pour l'intérêt général, pour la justice sociale, pour la solidarité avec le peuple ; nous croyions en la Hongrie chrétienne millénaire.

Oui, nous étions idéalistes, mais au moins nous refusions une vie matérialiste, nous avions des aspirations spirituelles. Le message naquit spontanément dans les combats de 1956. Aujourd'hui où l'Occident est dans l'impasse, connaît la décadence, subit le capitalisme sauvage, n'a-t-il pas besoin de retrouver un état d'esprit qui soit apte à s'élever au niveau des transformations devenues indispensables ? C'est de cet esprit que nous étions animés en 1956.

Propos recueillis  
par Michel FROMENTOUX

On ne peut parler des événements de 1956 sans évoquer la grande et belle figure du cardinal Jozsef Mindszenty. Occasion providentielle de relire ses *Mémoires* publiés en 1974 (1).

Dès 1919, ce vibrant homme de Dieu eut à souffrir du communisme. Professeur de religion dans un lycée, ses articles vigoureux dans un journal catholique lui valurent les foudres du régime de Bella Kun, qui le fit emprisonner. Après quoi, il mit à profit un demi-siècle de tranquillité pour le service de l'Église et des écoles catholiques. Sacré évêque de Veszprém le 25 mars 1944, il affronta le totalitarisme nazi : nouvelle incarcération qui ne prit fin qu'avec l'arrivée des hordes sauvages du communisme soviétique, qui envahirent son pays.

Une si grande âme était digne du combat qui s'annonçait. Dieu voulut qu'il s'y trouvât en première ligne. Car devenu le 7 octobre 1945 archevêque d'Esztergom, donc primat de Hongrie, il allait assurer la garde de la couronne de saint Étienne !

## La couronne de saint Étienne

Un peu d'histoire : la naissance de la Hongrie remonte au baptême de Valk, duc des Magyars, qui, avec son père Géza, se convertit au catholicisme en 985 à l'âge de dix ans. Valk prit le nom d'Étienne, épousa la fille du roi de Bavière, Gisèle, et fut sacré roi de Hongrie à Noël de l'an 1000, revêtant la couronne



La couronne de saint Étienne

envoyée par le pape Sylvestre II. Ce pontife n'était autre que l'ancien pâtre auvergnat, Géraud d'Aurillac, qui avait, aux côtés de l'évêque Adalbéron, préparé l'élection au trône de France d'Hugues Capet, avant de devenir le premier pape français sous le nom de Sylvestre II. Un profond lien spirituel était ainsi forgé entre la lignée capétienne et la royauté hongroise.

En l'absence de roi (depuis le renversement par les traités maçonniques de 1920 de la dynastie des Habsbourg, empereurs d'Autriche et rois de Hongrie), la couronne royale était gardée par l'évêque d'Esztergom. Le cardinal Mindszenty avait une haute conscience de cette mission. Li-

par  
**Michel FROMENTOUX**

sons : « **Esztergom était le type même de l'État chrétien du Moyen Âge [...] C'est le Primat qui couronnait le roi, avec la couronne de saint Étienne [...] Toute la nation, le roi couronné aussi bien que son peuple, dépendait de la sainte couronne : elle unissait le roi à son peuple, et représentait ainsi l'origine symbolique de la souveraineté nationale. Comme le droit de couronner le roi était réservé à l'archevêque d'Esztergom le Primat était un haut dignitaire de l'État et de l'Église. Il représentait le roi, quand celui-ci était absent du pays.** »

Le cardinal précise ensuite que ni la constitution de 1920, ni la diète provisoire siégeant en 1945 à Debrecen n'avaient rien changé à la situation du primat : « **Ainsi non seulement le peuple, mais aussi le gouvernement provisoire reconnaissent-ils implicitement le domaine réservé au Primat hongrois dans la constitution toujours en vigueur.** » Il lui revenait de veiller sans cesse à l'âme millénaire de la Hongrie, donc, bien sûr, de s'opposer de toutes ses forces à l'emprise d'un régime ne voyant dans l'idée de Dieu qu'une « **abjection indicible** » (dixit Lénine). Il lui fallait crier ce qu'était « **l'essence même** » du communisme, et montrer que toute collaboration avec le Parti aboutissait à se laisser noyauter : « **Notre idéal est une Hongrie dont les fondements sont la foi et la vie morale, dont le soutien est l'amour pour leur patrie des garçons et des filles hongrois croyants** », déclarait-il alors.

## Hôte de la police secrète

Le 26 décembre 1946 (jour de saint Étienne, c'est tout un programme...) au plus fort moment où il défendait la liberté de l'enseignement, le cardinal fut arrêté. Ce qu'il connut alors en matière de tortures physiques et morales visant à annihiler sa personnalité dépasse l'entendement. Jamais il ne se laissa abattre.

« **Hôte** » (*sic*) de la police secrète, transféré dans un château nationalisé à Peteny près de Budapest, le cardinal refusa net tout arrangement avec le régime. Toute « grâce » qui l'enchaînerait lui faisait horreur : « **Devant l'alternative de mourir en prison ou de vivre au prix d'un redoutable compromis, je choisis la première solution.** »

Le 24 octobre 1956, il entendit dire qu'il y avait la révolution à Budapest. Il célébra aussitôt la messe pour tous les fils de Hongrie vivants et morts. On voulut le faire partir sous prétexte de le

« protéger » contre une « **populace** » qui criait « **Mindszenty !** »... Le 29 octobre, János Horvath, président de l'Office national pour les Affaires religieuses, vint le visiter : il ne broncha pas. Soudain, le 30, une délégation des habitants de Peteny, que suivait une bruyante foule où se mêlaient catholiques, luthériens et baptistes, fut admise auprès du prélat : ému aux larmes, celui-ci apprit qu'un conseil révolutionnaire formé de ses gardiens venait de constater que l'internement du prince-primat était illégal.

## Quatre jours d'espoir

Le voilà libre ! Et bientôt en route pour Budapest, avec l'impression de quitter l'enfer ! Sur le parcours la foule était en liesse ; son entrée dans la capitale eut des allures de triomphe. Il apprit



Le cardinal Mindszenty (1892-1975)

alors la chute de Rakosi (le 18 juillet) et la réintégration de Imre Nagy, exclu du Parti en janvier de l'année précédente. Voyant la saine réaction du peuple, le cardinal méditait : « **Cette Hongrie-là ne fut opprimée par Moscou et son suppôt Rakosi que grâce à la force et à la ruse. Mais son caractère et son christianisme, sa soif de liberté, sa fierté ne furent pas brisés.** » On ne pouvait pas savoir que les Soviétiques étaient en train de tendre un piège à ce peuple...

Dès le 31 octobre les visiteurs vinrent en nombre. Le gouvernement formé pendant la révolution l'informait de la situation. Zoltan Tildy, ami de Nagy, lui expliqua que des entretiens se déroulaient avec les Russes. Le 3 novembre à 20 heures, le cardinal prononça à la radio un magnifique et très habile appel à la nation : il n'attaquait nullement les Russes, exhortait au travail, redéfinissait le sentiment national (qui « **ne doit plus provoquer de combats entre les nations** », mais faire fleurir en lui « **les valeurs culturelles qui sont le patrimoine commun de tous les peuples** »), exaltait la jeune génération et « **son combat sans pareil** » pour que la nation puisse décider de sa propre existence, magnifiait « **la sympathie efficace**

de la part de tous les autres peuples civilisés » (on y croyait encore !), demandait aux évêques de se méfier du mouvement des « **prêtres pour la paix** » imposé à l'Église par les machinations des communistes, invitait les Hongrois à refuser toute querelle partisane ou vengeance personnelle et à n'avoir recours qu'« **aux tribunaux indépendants et impartiaux** »... Imre Nagy remercia le prélat pour « **l'aide importante** » qu'apportait ce discours au nouveau gouvernement national.

## Abandonné de tous

Vers minuit ce même 3 novembre le prélat, exténué, fut réveillé : les troupes soviétiques venaient d'ouvrir le feu, des centaines de canons tonnaient dans la capitale, le ciel était en flammes. Il fallut partir pour le Parlement. Là, l'on apprit que les ministres envoyés pour discuter le retrait de l'armée russe d'occupation, avaient été arrêtés par ruse. C'était la panique. Dans ces conditions, Tildy décida de hisser le drapeau blanc sur le bâtiment du parlement. La voiture du cardinal avait disparu, les issues étaient barrées par les Russes. Une seule solution : fuir en cachant sa soutane à l'ambassade la plus proche, celle des États-Unis. En attendant le jour où il pourrait « **reprendre une activité pour la patrie** »...

Tandis qu'arrivait le télégramme du président Eisenhower lui accordant l'asile, les canons soviétiques se tournaient vers l'ambassade américaine, un bombardement était à craindre. Il fallut descendre aux abris. Budapest était noyée dans un bain de sang. La chape de plomb se refermait. Jamais le primat de Hongrie ne retournerait dans Budapest.

Son sort était désormais d'assister impuissant dans les années suivantes aux démissions de l'Occident (« **L'Occident n'était pas seulement impuissant, il était aussi aveugle** »), et d'être abandonné de tous, même du président américain Nixon, — même du nouveau clergé hongrois qui se laissait illusionner par le régime communiste et faisait revenir les fameux « **prêtres pour la paix** », — même du pape Paul VI qui le força à quitter le sol hongrois, le reçut en 1971 à Rome avec de grands honneurs et lui permit de s'installer au Pazmaneum de Vienne, mais s'effraya de le voir trop parler lors de ses voyages à travers le monde, craignit que son activité pastorale pût irriter le régime de Budapest et finalement lui demanda — mais il refusa ! — de renoncer à sa dignité de primat de Hongrie. Il finit ses jours à Vienne dans un bannissement total en 1975. Ses restes furent transférés en Hongrie en mai 1991.

Une page d'histoire qui n'honore ni l'Occident des années 70-80 ni l'Église d'après Concile.

(1) Cardinal Mindszenty : *Mémoires*. Éd. de La Table Ronde, 1974.

# Voltaire sans voiles

Verser des flots de pleurs sur les victimes des massacres de 1793 et en même temps se croire tenu de chanter les mérites des hommes qui ont déclenché la Révolution au nom de la "tolérance" et de la "fraternité" est faire preuve au mieux de débilite mentale, au pire d'ignoble hypocrisie.

Une étude objective et profonde des "Philosophes des Lumières" chez qui s'abreuvaient les manipulateurs d'émeutiers est éclairante à ce sujet. Suivons un guide sûr, qui, écartant toutes les idées reçues et sans rien expurger, dissèque sans ménagement la littérature du XVIII<sup>e</sup> siècle : Xavier Martin, professeur des universités, historien des idées politiques, révèle, dans son nouveau livre, autour de *Voltaire méconnu, les Aspects cachés de l'humanisme des Lumières (1750-1800)* (1)

## Mépris élitiste

La documentation est foisonnante et époustoufflante. On ne saurait imaginer à quel point Voltaire et ses amis se sont exprimés sur le mode du mépris, d'un mépris confinant bien souvent à une haine débordante. Ces auteurs ont exalté "l'Homme", mais ils éprouvaient pour les hommes concrets une aversion inouïe : ceux-ci n'étaient à leurs yeux que des « bêtes brutes » ou « puantes » auxquels l'on doit préférer les insectes... Les femmes valaient encore moins (2). Quant au peuple il se situait pour Voltaire « entre l'homme et la bête ». Ainsi le maître de Ferney manifestait-il un élitisme jouisseur (« Il faut jouir, tout le reste est folie »), savourant le plaisir de « mentir comme un diable », et ne reconnaissant que des « vérités utiles ». Et Xavier Martin de préciser, textes à l'appui, que ce mépris élitiste est un élément constitutif de l'œuvre voltairienne.

Mépris des écrivains autres que lui-même, allant jusqu'à se comporter avec un jeune auteur en véritable tyran, usant de la délation pour le faire embastiller, instituant dans les lettres de son temps ce que Xavier Martin n'hésite pas à appeler une véritable « police de la pensée ». La "pensée unique" n'a pas été inventée au XX<sup>e</sup> siècle...

Mépris de ceux qui passaient pour ses amis, par exemple le roi de Prusse Frédéric II, envers qui son mépris se faisait scatologique..., ou des autres "philosophes" au sujet desquels le mépris et la haine devenaient une sorte de libre échange sous le sceau de l'hypocrite amitié. Jean-Jacques Rousseau en a fait les frais, nous ne le plaindrons pas...

## Le rejet de la nature humaine

Mépris exacerbé de la religion : « Je recommande l'infâme à votre sainte haine », écrivait Voltaire qui achevait ses lettres par ces mots « Écrasons

l'infâme », c'est-à-dire le christianisme. L'infâme, explique Xavier Martin, était le vecteur d'une lourde charge de dégoût. Il voyait dans le christianisme la pire des superstitions, et pour en purger la terre, il aimait se référer à un « représentant éclairé », Julien l'Apostat, l'empereur qui s'éleva aux raffinements de la persécution.



Voltaire (1717-1778)

Nous ne pouvons citer tous les termes orduriers par lesquels Voltaire désignait le catholicisme, mais Xavier Martin analyse en profondeur cette haine anti-chrétienne corrélative d'une autre haine, celle de la nature humaine. « Il y a la haine claire d'un dogme biblique bien identifié : l'homme créé à l'image de Dieu et à sa ressemblance. Son rejet de ce dogme se fait viscéral : il préfère l'homme image du singe. » D'où les termes ignobles dans lesquels il parle de la transsubstantiation. Ce qui, ajoute Xavier Martin, « le prive de tout frein sur la pente du racisme », le rejet méprisant du monogénisme de la Genèse le conduisant « à un violent rapetissement de l'être humain ».

Il en arrivait même à se haïr lui-même, haïssant en fait en lui « la nature humaine, avec son libre arbitre et son pouvoir d'aimer — image de Dieu dont l'hypothèse étonnamment le met en transe ». La haine de la nature humaine, n'est-ce pas déjà le fondement de la Révolution ?

## Tolérant par haine

Ajoutons que le même Voltaire n'était pas tendre non plus pour les autres religions. Son mépris anti-juif était inlassable : pour lui les juifs étaient des poux, des porteurs de lèpre, des voleurs qui souillaient la terre... Autre part il parle de « l'honneur de haïr le Croissant » et se livre sur l'islam à des « pulsions homicides » à côté desquelles l'affaire des caricatures de Mahomet de l'an dernier n'est que jeu d'enfant... Les protestants ne valaient pas mieux, et

par Michel FROMENTOUX

il eut même des paroles odieuses sur les personnes, comme la famille Calas, qu'il se donna l'allure de défendre à grand renfort publicitaire...

De toutes façons, pour lui comme pour d'Holbach, d'Alembert, Diderot, etc, toutes les religions se valaient et « le seul moyen de neutraliser les religions c'est de les tolérer toutes sans aucune exception et de les décrier les unes par les autres ». C'est clair : la tolérance tant vantée des "philosophes" était elle-même une composante du mépris. Tolérance instrumentalisée, utilitaire. La voie du laïcisme moderne était déjà toute tracée.

## Anti esclavagiste?

On le voit, le vrai Voltaire n'a rien à voir avec celui que l'on enseigne dans les écoles de la République. Xavier Martin ouvre plusieurs pistes aux chercheurs de demain. Par exemple

sur la question de l'esclavage, dont l'auteur du *Candide* passe pour avoir été l'un des dénonciateurs. D'abord, outre le fait qu'il tirait — peut-être — profit de la traite des Noirs, il a toujours feint de confondre servage et esclavage, condamnant le premier en ayant l'air de condamner le second... Ensuite il se désolait quand on lui disait qu'il n'y avait plus assez « de nègres pour travailler à nos sucreries ». De la servitude, du travail forcé, du fouet, des sanctions corporelles, des mutilations en tous genres, Voltaire ne se souciait guère : le passage du *Candide* sur le nègre du Surinam relève plus de l'autodérision dans un livre où il se plaisait à donner de tous ses personnages une image dégradée, que d'une volonté de dénoncer l'esclavage.

## Orgies sanguinaires

Après tant de haine lue et relue, cuite et recuite pendant des années par des penseurs qui méprisaient le peuple (la « ca-

naïlle », selon Voltaire), faut-il s'étonner que le siècle se soit achevé sur les jouissances sanguinaires des têtes portées au bout des piques et des massacres vendéens ? La nature humaine avait perdu son prix, donc la vie aussi, et les esprits s'étaient avilis.

Et pourtant, au soir de ce siècle de haine, alors que la Révolution imposait même à des enfants des serments de haine, Xavier Martin place l'image sublime du roi Louis XVI victime de toute cette bestialité et demandant à son fils dans la prison de Temple, « d'oublier toute haine et tout ressentiment ». Cette « voie royale du pardon » appartient à un tout autre monde que celui de Voltaire, dit Xavier Martin. Avec lui nous nous honorons de penser que, deux cents ans plus tard, enseigner cette voie royale est plus digne de la France que d'exalter des "philosophes" qui se plurent à avilir l'espèce humaine. ■

(1) Xavier Martin : *Voltaire méconnu. Aspects cachés de l'humanisme des lumières (1750-1800)*. Éd. Dominique Martin Morin, 352 pages, 26 euros.

(2) Voir du même auteur *L'homme des Droits de l'Homme et sa compagne. Même éditeur, 2003*.

## CENT ANS APRÈS LE DÉBAT MAURRAS-SANGNIER

L'Institut universitaire Saint-Pie X et l'Institut d'Action française organisent le colloque

# L'Église, la France et la démocratie

qui aura lieu

le samedi 2 décembre 2006 de 14 heures à 18 h 30

à l'Institut universitaire Saint-Pie X, 21, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris

1<sup>ère</sup> partie  
LE DILEMME

présidée par l'abbé Christian THOUVENOT, recteur de l'Institut universitaire Saint-Pie X

Mot d'accueil  
Les ambiguïtés du Ralliement  
par Philippe PRÉVOST  
La controverse du siècle  
par Michel FROMENTOUX  
Sangnier, l'anti Maurras  
par Hugues PETIT  
Maurras positiviste ?  
par Pierre PUJO  
Questions

2<sup>e</sup> partie  
LA POSTÉRITÉ

présidée par Michel FROMENTOUX, directeur de l'Institut d'Action française

La Lettre de saint Pie X sur le Sillon  
par l'abbé Bruno SCHAEFFER  
Vraie et fausse démocratie  
par Godeleine LAFARGUE-DICKÈS  
La démocratie chrétienne : un ancrage à gauche  
par Gérard FRÉMIOT  
Du Sillon à Vatican II  
par l'abbé Christian THOUVENOT  
Questions

Participation aux frais : 5 euros - Étudiants : 2 euros  
Prière de s'inscrire sans tarder auprès de l'Institut universitaire Saint-Pie X  
Tél. : 01 42 22 00 26 - Courriel : iuspx@free.fr

## Panaït Istrati

### ŒUVRES

Et quoi ? Et dire que nous ne le connaissions pas ! Quel terrible oubli ; mais aussi, quelle magnifique surprise ! Car enfin n'est-ce pas le principe de la littérature que de nous offrir ce type de rencontre - et celle-là est sublime - nous qui pensions ne plus jamais revivre ça en fermant notre dernier chef-d'œuvre.

Ici nous marchons, que dis-je nous courons avec Panaït Istrati ; car il court ce sacré Roumain — lui qui a appris le Français dans nos classiques — lui l'ami d'un autre Roumain, le bottier Ionesco, et d'un Français Romain Rolland — merci à ce dernier de l'avoir incité à écrire.

Ce grand conteur nous fait courir dans ses récits, à travers sa vie à la poursuite de ce cri, de ce souffle de révolte et de liberté.



Car c'est un révolté que la misère, l'oppression et l'injustice poussent à s'insurger. Et la révolte a une âme : l'Amour. Ah ! quel formidable amoureux que ce fol vagabond ; c'est un cœur généreux qui écrit et, comme tous les cœurs purs, il est touché par le monde, sans voile, sans obstacle, dans tous ses aspects. Il aime ce petit garçon, qui, par amour de sa sœur, s'en va à l'aventure, abandonnant le confort pour la bohème. Il aime les braves "Haïdoucs", ces féroces vauriens, ces robins des bois épris de liberté et de dangers, eux qui ont préféré la vie à cheval — jamais chez soi mais trouvant toujours en la forêt une amie hospitalière — à la tyrannie des Turcs et des boyars.

C'est là le cœur de l'œuvre d'Istrati : la quête effrénée de "l'Haïdoucie", terre des rêves et de liberté.

Il aime sa patrie roumaine et son cher Danube qui coule au cours des pages. Et l'on court encore sur ses rives enchanteresses, l'on court aux côtés des enfants à la poursuite des chardons du désertique Baragan — « c'est le lieu que le Seigneur a octroyé à la Valachie pour que le Roumain puisse rêver à son aise ».

L'on court pour fuir, ou bien pour voir le monde, c'est-à-dire la Méditerranée, d'Égypte en Syrie, de Grèce en France, nous allons à la rencontre d'une myriade de personnages, tous différents, tous touchants ; nous allons à l'éblouissement de ses paysages.

Et l'on aime encore, et l'on voudrait aimer plus, comme Adrien Zo-

graffi (son portrait) aimait Codine — la grande brute, mais un doux frère pour le jeune Adrien — et surtout Mikhaïl, l'âme sœur, le maître, l'ami très cher qu'il ne quittera pas pendant huit ans.

Et l'on pleure beaucoup parce que l'on a aimé beaucoup et que triste et malheureuse est la vie, celle des vagabonds et des misérables paysans de Roumanie et de partout ; à tel point que l'on deviendrait presque socialiste avec Adrien car belle est sa foi et grand son enthousiasme.

Et puis c'est la fin du rêve avec le retour d'URSS, avec la mort des amis.

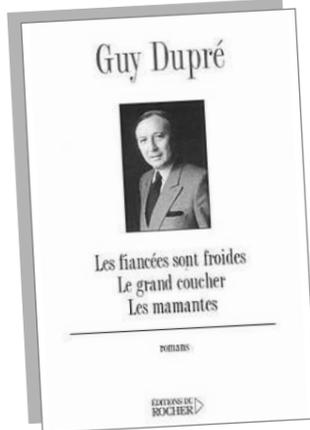
Car tout a une fin, et l'on a fini de courir, tout étonné. Comme c'est passé vite, comme la vie, mais cela valait la peine !

APREVAL

\* Panaït Istrati, *Œuvres I*, Phébus libretto, 800 p., 14,50 euros ; *Œuvres II*, Phébus libretto, 704p., 13,50 euros ; *Œuvres III*, Phébus libretto, 736 p., 14,50 euros.

## Les romans de Guy Dupré

Préfacier de la correspondance entre Maurice Barrès et Charles Maurras, Guy Dupré est assez averse en romans. À vrai dire, seuls trois de ses ouvrages, ceux qu'il vient de rassembler en un volume, correspondent à cette appellation.



Le premier d'entre eux, *Les fiancées sont froides*, remonte à 1953. Ce livre doit, de l'aveu de son auteur, plus à Julien Green qu'à Ju-

lien Gracq, dont la critique, à juste titre enthousiaste, le rapprocha alors. Guy Dupré y met en scène les pérégrinations d'un jeune hussard entre un grand-duché baltique et une ville libre hanséatique, peu après la chute du Premier Empire. Les militaires y meurent sous le sabre autant que les jeunes filles : voilà déjà campé l'univers particulier de Dupré, qui allie à merveille la douceur des femmes et l'honneur des armes.

### Le dernier barrésien

Avec *Le Grand Couché* (1981), on entre dans les affres d'une guerre civile que la France semble ne pas savoir exorciser depuis 1789, et encore moins depuis l'affaire Dreyfus. En l'année 1966, on voit ainsi s'esquisser un attentat contre De Gaulle. Il est l'occasion d'une longue méditation sur l'ef-

fondement hallucinant, en quelques décennies seulement, de la part proprement militaire de la France. Le troisième roman, *Les Mamantes* (1986), est aussi le plus étrange tant il nous renvoie à une tradition occultiste plongeant ses racines dans le XVIII<sup>e</sup> siècle. Les amours complexes du narrateur sont le prétexte à une évocation de la question de la survivance de Louis XVII et de ses résonances dans le monde maçonnique.

Guy Dupré est un auteur rare. D'une certaine façon, il fait figure de dernier barrésien. Chez lui, la mystique touche à l'histoire, et la douceur de l'amour aux exigences de l'honneur. Cette alliance lyrique au service de la langue saura toucher aujourd'hui, comme elle a su le faire hier, de jeunes Français conscients de l'épaisseur charnelle de leur histoire nationale.

\* Guy Dupré : *Les fiancées sont froides*, *Le Grand Couché*, *Les Mamantes*, éd. du Rocher, 410 p., 23,90 euros.

## THÉÂTRE

### "Le téléphone pleure" (sur un air connu)

Bonne et joyeuse rentrée : la comédie Bastille nous propose une jolie pièce, bien de notre époque, de et avec Sophie Forte. *Anne Bourgeois* en a réglé avec esprit la mise en scène.

Le sujet en est mince : il s'agit, au départ, d'une erreur téléphonique qui engendre une succession de gags, de blagues, de bons mots, d'attendrissement, d'émotion ainsi. Les deux protagonistes "sur le fil", et chacun chez soi, se partagent la scène et nous, spectateur, tel Asmodée, ce n'est pas par le toit mais sans doute par les baies vitrées que nous les observons tous deux à la fois.

Sur scène, c'est tellement notre vie galopante, avec ses "mails", ses "blogs", ses messageries quêteant une réponse, c'est l'aérogare de Roissy réduit à ce studio de jeune femme moderne. Elle court, Juliette, elle trotte, elle roule et n'accumule guère mousse. Lui : Édouard, Jules, non... François, peut-être, aime l'échange, l'humour et, pourquoi pas, la tendresse qu'il perçoit. Et c'est vrai qu'elle est parfois bien factice notre vie où manque toute chaleur, toute compréhension de l'autre.

Sur le fil on semble toujours bien, beau, prêt sur les starting blocks. Si c'était vrai ; ça se saurait. Cette amère constatation nous vaut un dialogue acéré, des éclats de rire mais aussi des colères, imprévisibles ; on rêve aussi, on se laisse aller, puis vite on se reprend : dialogue de sourds, semble-t-il ?

Il manque à chacun l'autre, par delà la ligne : le réconfort. L'amour espéré et toujours enfui. *Anne Bourgeois* qualifie cette pièce de « *tragi-comédie de l'impossible*

rencontre ». Nos deux correspondants, en effet, prolongeront jusqu'à l'extrême la non-rencontre pour mieux s'enchanter à distance. La musique d'Antoine Sahler, assez jazzée, ponctue ces hésitations et ces revirements.

La chute, inattendue, est plus que touchante. Par delà l'humour et le rire, je vous laisse la découvrir.

Monique BEAUMONT

\* *Sur le fil*, comédie de et avec Sophie Forte, en duo avec Philippe Sivy. Comédie Bastille 5 rue Nicolas Appert Paris XI<sup>e</sup>. Rés. : 01 48 07 52 07 soirée à 20 heures.

## CINÉMA

### Les films de novembre

● *MÉMOIRES DE NOS PÈRES.* — *Le sable était rouge ! Iwo Jima*, 19 février 1945. Ce jour-là, trente mille soldats américains débarquent sur le sable couleur cendre de la plage d'Iwo Jima. Un îlot, un "caillou", perdu au milieu du Pacifique. Un point stratégique tenu par les soldats japonais. Il faudra trente-six jours aux Marines pour venir à bout de la résistance nipponne. Trente-six jours d'une bataille — l'une des plus sanglantes de la guerre du Pacifique — qui sera immortalisée par une photo montrant six Marines (dont on ne voit pas le visage) hissant la bannière étoilée au sommet du mont Suribachi. Une photo qui a fait le tour du monde. Partant de ce fait historique, de cette photo et surtout du livre *Flags of our Fathers* : *Heroes of Iwo Jima* de James Bradley, (basé sur les souvenirs de son père), Clint Eastwood joue "les maîtres de guerre" en portant à l'écran l'histoire de trois soldats choisis pour être les "outils" de propagande d'une Amérique qui a besoin de héros. Trois

Gl's transformés en "bêtes de foire" afin de soutirer des fonds à la population et inciter celle-ci à l'effort de guerre. Trois hommes qui de réceptions en "meetings" ne supportent plus l'idée d'être des "imposteurs" d'un jeu truqué. Pour eux, les vrais héros, ce sont leurs copains qui sont morts au combat. Mais quand la légende est plus belle que la réalité...

Co-produit par Spielberg, Mémoires de nos pères, dont les scènes de batailles n'ont rien à envier à celle de Il faut sauver le soldat Ryan, est un film de et sur la guerre — et sur "l'arrière" — poignant qui dénonce le cynisme des politiques et des médias. Reste que si la reconstitution de la bataille (déjà montrée dans le film *Iwo Jima* (1949) d'Allan Dawan, avec notamment John Wayne) est impeccable, les 2 h 15 du film, avec "flash-back" incessant, finissent par tourner en rond et risquent de laisser le public français

À noter que dans la foulée, Clint Eastwood a tourné *Lettres d'Iwo Jima*, second volet de la bataille, vue cette fois du côté japonais, qui sortira en janvier 2007.

● *LE DALHIA NOIR.* — Los Angeles, années 1940. Dans un terrain vague, la police découvre le corps nu et coupé en deux d'une jeune starlette, Betty Short, Hilary Swank, bientôt surnommée "Le Dahlia noir" en raison de son penchant pour le noir. Deux policiers, Josh Harnett et Aaron Eckhart, vont mener l'enquête. Une enquête où sexe, drogue, corruption et magouilles s'entremêlent et dont ils ne sortiront pas indemnes... En adaptant le roman de James Elroy basé sur un fait divers réel et jamais élucidé (à noter que la mère de l'écrivain a été assassinée en 1987 dans des conditions similaires), Brian De Palma signe un polar noir, un peu confus, (avec également Scarlett Johansson en

femme fatale de l'un des deux flics pas très clair) dans la lignée d'un L.A. Confidential (autre roman de Elroy) mais cinq crans en dessous au niveau de la réalisation. Un film qui rattrape toutefois les derniers ratages cinématographiques de De Palma.

● *PARTI LES AUTRES SORTIES :* — Prête-moi ta main, comédie savoureuse d'Éric Lartigau avec Alain Chabat qui, lassé d'être harcelé par sa famille pour qu'il se marie, engage Charlotte Gainsbourg pour jouer sa fiancée ;

— Le Labyrinthe de Pan, film fantastique de Guillermo del Toro, dans lequel une fillette, dans l'Espagne de Franco, découvre un monde parallèle peuplé de créatures "féeriques",

— et pour les plus petits, Les trois mousquetaires, film d'animation à l'ancienne (avec marionnettes) et dynamique, fidèle à l'œuvre d'Alexandre Dumas, de Janis Cimermanis.

Alain WAELEKENS

# Sages selon l'Évangile

par  
**Anne BERNET**

L'hagiographie traditionnelle a cédé la place soit à des biographies historiques, soit à des ouvrages qui se veulent invitation à la méditation, les deux genres, d'ailleurs, ne s'excluant pas fatalement. Sauf exceptions, la foi et la vérité ne pâtissent point de ces changements.

## Ferveur et émotion

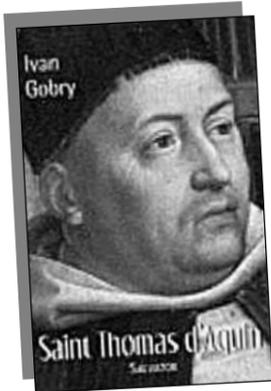
Jusqu'à une date très récente, Martin de Tours, patron de notre pays, en est resté l'un des saints les plus populaires. Or, paradoxalement, l'infatigable évangéliste, le contemplatif, l'évêque qu'il fut, n'eut pas le temps de laisser une ligne à la postérité. Tout ce que nous savons de lui, nous le devons à son premier biographe, Sulpice Sévère, qui, dans les dernières années du prélat, entreprit de l'interroger, et d'enquêter auprès de ses proches afin d'écrire cette vie hors du commun. L'admirable de l'affaire étant que ce mince ouvrage, dont l'évêque, par humilité, se garda d'enrichir le contenu, laissant dans l'ombre maints détails que nous eussions aimé connaître, est déjà si prodigieux qu'il a pu nourrir la ferveur et l'admiration des générations depuis la mort du saint, en 396.

*Martin de Tours et le combat spirituel*, de Claude-Henri Rocquet, n'est pas une biographie classique, même si l'histoire est scrupuleusement respectée, discutée parfois lorsque l'auteur préfère une hypothèse à une autre, mais une suite d'épisodes choisis pour mettre en valeur tel ou tel aspect des vertus de Martin. La charité, bien sûr, à jamais immortalisée par le pauvre d'Amiens, mais aussi la lutte contre le démon, contre les hérésies, pour la vérité, la justice, le bien du prochain et l'édification d'une société qui ne fût pas chrétienne que de nom. Chaque moment fort, raconté avec ferveur et émotion, devient ainsi prétexte à une réflexion profonde sur des sujets qui, en dix-sept siècles, n'ont pas perdu grand-chose de leur actualité, et sur les solutions évangéliques à leur apporter.

## Sagesse divine

Martin n'a rien écrit, Thomas d'Aquin, lui, a épuisé sa santé et sa courte vie à composer une œuvre théologique et philosophique sans égale, devenant pierre de touche de l'orthodoxie d'une opinion ou d'une pensée. L'homme, avec sa puissance de travail et son intelligence, impressionne et l'on hésite souvent à ouvrir ses livres, supposés plus ardues et inaccessibles qu'ils ne le sont. En dépit des encouragements des papes, désireux de voir se former toujours plus de thomistes parmi les simples laïcs, l'œuvre est moins connue qu'elle ne devrait l'être. Quant à la personnalité de Thomas, elle est presque effacée, comme si l'écrivain inspiré avait fini par prendre toute la place. Et pourtant, cette sagesse divine qui se déversait en l'âme du dominicain, il avait bien fallu qu'il la méritât...

Conscient de cette ignorance du public, et même d'une lacune, car les biographes de saint Thomas d'Aquin sont peu nombreux et tous déjà anciens, Ivan Gobry, spécialiste incontesté de l'histoire des grands ordres religieux, publie un précieux ouvrage, d'accès aisé et agréable, qui se veut récit d'une vie hors du commun, et de vertus qui ne le sont pas moins, sans lesquelles, vraisemblablement, le docteur angélique n'eût jamais atteint de pareils sommets d'intelligence.



La plus grande, chez ce génie, est peut-être aussi la plus inattendue : Thomas était humble, au point, jeune homme, d'avoir passé pour un grand imbécile auprès de quelques étudiants plus brillants en apparence et plus amis des succès mondains. Il aimait la pauvreté, ce qui inclina ce rejeton d'une famille de l'aristocratie germanique et normande d'Italie du Sud, à préférer la robe des frères prêcheurs, moines mendiants encore sans renommée, à l'abbaye du mont Cassin qui lui était promise, et à l'évêché de Naples.

Vocation contrariée par sa famille, que ce choix indisposait et qui fit tout pour l'empêcher, ne reculant pas même devant la séquestration et le recours à des prostituées pour ramener le jeune homme à des vues plus conformes aux ambitions des siens. Thomas tint bon, et pardonna. Comment s'étonner qu'il eût été comblé de grâces surnaturelles, de visions et d'apparitions sur lesquelles il tenta de garder un profond silence ?

## Contre la Réforme

L'humilité était-elle le trait dominant de saint Robert Bellarmine ? Se fondant sur l'autobiographie que le saint rédigea, l'avocat du diable soutint hardiment le contraire et, y ajoutant quelques mouvements de colère typiques d'un auteur critiqué, plus un pieux mensonge destiné à couvrir une sottise de Sixte Quint, dont la révision de la Vulgate s'était avérée cataclysmique, prétendit interdire la canonisation. Son opinion ne fut point retenue, ce qui démontre que la sainteté n'est pas un état qui vous vient spontanément, mais qu'elle résulte d'une lutte quotidienne contre les défauts dominants, d'une volonté de se conformer autant que possible à la grâce,

et que, la nature humaine blessée par le péché originel étant ce qu'elle est, les rechutes ne sont pas impossibles, même chez des gens déjà fort élevés en vertu.

Au vrai, saint Robert, à travers l'ouvrage que lui a consacré Aimé Richardt, apparaîtra, du moins aux yeux d'une partie de nos contemporains, critiquable pour bien d'autres raisons. Ne fut-il pas, en effet, responsable de l'index, et membre éminent de l'Inquisition ? Ne fut-il pas au nombre des juges qui condamnèrent Giordano Bruno, et l'expédièrent au bûcher ? Enfin, ne prit-il pas une part active à la condamnation des thèses de Galilée, en réalité celles de Copernic ? Voilà de quoi, selon l'opinion du siècle, discréditer plus gravement la vie et l'œuvre de ce jésuite devenu cardinal...

Aimé Richardt, avec sa rigueur accoutumée, n'évite aucun des points délicats du dossier et l'éclairage qu'il apporte notamment au cas de Giordano Bruno, personnage finalement lamentable, d'ailleurs condamné et excommunié par toutes les confessions de l'époque, est d'un profond intérêt, car il met en évidence les récupérations opérées par les ennemis de l'Église. L'interpénétration inextricable du politique et du religieux en cette fin du XVI<sup>e</sup> et ce début du XVII<sup>e</sup> siècles, explique nombre des choix de ce fils de saint Ignace, envoyé par le pape en France dans l'espoir d'éviter l'accession au trône d'Henri IV ; les Bourbons le lui firent payer à titre posthume, en ne cachant pas

combien la canonisation de Bellarmine contrarierait la Fille aînée de l'Église...

La lutte contre la Réforme, les grandes controverses du temps sur la grâce et la prédestination furent au cœur d'une œuvre et d'une pensée clairement analysées ici. Un peu au détriment d'une vie quotidienne où l'exercice des vertus de pauvreté et de charité tint une grande place, à peine effleurée dans ces pages. Cette biographie avant tout intellectuelle et politique n'en sera pas moins précieuse à tous ceux qu'intéressent les grandes luttes de la Contre-Réforme.

## Expérience mystique

Le 9 novembre prochain verra le centenaire de la mort d'Élisabeth Catez, en religion Élisabeth de la Trinité, enfermée à sa majorité au carmel de Dijon où elle devait s'éteindre à vingt-six ans. À l'instar de Thérèse Martin, qui fut l'un de ses modèles, cette jeune carmélite avait sciemment choisi le silence et l'anonymat du cloître, contre les désirs de sa mère, abandonnant pour ce faire une carrière de pianiste soliste qui s'annonçait remarquable, et le beau mariage projeté.

Renoncement inexplicable pour ceux qui perdraient de vue l'histoire d'amour fou qui unit contre toute attente, et très jeune, une petite fille difficile, coléreuse et capricieuse, au Christ. Ce choix, affirmé à quatorze ans par un vœu de virginité définitive, Élisabeth Catez l'éprouva longuement dans le

monde, où l'opposition maternelle la retint aussi longtemps qu'elle en avait la possibilité légale. La suite, expérience mystique d'une hauteur impressionnante, qui fit d'elle l'une des très grandes figures carmélitaines, aurait dû demeurer cachée. Mais, comme Thérèse de Lisieux, Élisabeth de la Trinité était porteuse, pour notre temps, d'un message qui ne pouvait être celui.

Cela, le père Marie-Michel, auquel l'on doit déjà, entre autres, d'avoir révélé aux Français l'admirable vie du frère Marcel Van, autre disciple de Thérèse, mort martyr dans un camp communiste du Nord-Vietnam, l'a compris, et la biographie d'Élisabeth Catez qu'il publie sous le titre *Une soif d'infini*, d'une forme très simple et grand public, se veut bien davantage qu'un récit historique ou une commémoration. À travers l'expérience de la jeune fille, il invite à avancer vers Celui qui fut sa Vie et sa Lumière, Celui qu'elle voulut faire rayonner, aimer et connaître. Car l'union à Dieu n'est pas un but définitivement inaccessible qu'il faudrait laisser à quelques prédestinés, mais bel et bien l'objectif et la fin auxquels nous sommes tous appelés.

\* **Claude-Henri Rocquet** : *Martin de Tours et le combat spirituel*, François-Xavier de Guibert, 185 p., 19 euros.

\* **Ivan Gobry** : *Saint Thomas d'Aquin, Salvator*, 255 p., 19 euros.

\* **Aimé Richardt** : *Saint Robert Bellarmine, le défenseur de la foi*, François-Xavier de Guibert, 315 p., 27 euros (voir aussi l'article de Michel Fromentoux dans L'AF 2000 du 17 février 2005).

\* **Père Marie-Michel** : *Une soif d'infini, Élisabeth de la Trinité, sa vie, son visage*, Le Sarment – éditions du Jubilé, 240 p., 13 euros (nombreuses illustrations en noir et blanc).

## LU AUSSI

### ● Brigitte de Suède : RÉVÉLATIONS

Remarquable figure que celle de cette grande dame suédoise, consciente d'être prédestinée dès le sein maternel, et qui, en ce XIV<sup>e</sup> siècle déchiré, sera épouse, mère de huit enfants, dame d'honneur de la reine de Suède avant, écœurée des intrigues de la Cour, d'entraîner son époux en un pèlerinage vers Compostelle dont il ne reviendra pas.

Restée seule, bientôt fondatrice d'un ordre religieux, Brigitte entamera une expérience mystique étonnante, que ses proches consigneront consciencieusement. Tous les drames de son temps passent dans ses visions et ses colloques mystérieux avec le Christ : appels à la paix, dans une Europe ravagée par la guerre de Cent ans, à la fin du Grand Schisme qui divise l'Église, à la conversion réelle des âmes sans laquelle rien ne sera possible. Peu écoutée des souverains – sa mission auprès du roi de Suède afin qu'il travaille à réconcilier la France et l'Angleterre sera un échec –, Brigitte le sera un peu mieux des papes.

Elle mourra à Rome en 1373, sera canonisée dès 1391. Ses *Révélation*s foisonnantes, rédigées en latin par un clerc, ont rarement été traduites. Jean-Pierre Troadec en propose un choix intelligent, resitué dans son contexte et ses formes de pensée et d'expression nordiques. Un travail précieux.

\* *Les Belles Lettres*, 310 p., 27 euros (177,11 F).

### ● Jean-Jacques Antier : LE CURÉ D'ARS

Biographe de sainte Thérèse d'Avila, de Charles de Foucauld, spécialiste des phénomènes mystiques, Jean-Jacques Antier, malheureusement, semble fort peu à son aise avec cette vie de saint Jean-Marie Vianney.

Donnant l'impression de rendre un devoir imposé sur un sujet et une époque qui ne lui conviennent pas, il recourt d'abondance aux auteurs qui l'ont précédé, reste dans l'à-peu-près concernant le contexte historique dont il n'est guère familier, demeure dubitatif face à la personnalité du curé d'Ars. L'abbé Vianney et ses sévérités "jansénistes", sa dénonciation du péché, ses batailles avec le Grappin, relèvent visiblement pour lui d'un autre temps, qu'il n'est pas mécontent de dénigrer. L'éventualité de désordres psychanalytiques simplifierait tout et parler de l'enfer est si démodé...

Ceux qui voudront se replonger dans la vie du curé d'Ars feront mieux d'en rester à M<sup>gr</sup> Trochu ou à La Varenne.

\* Perrin. 345 p., 21 euros (137,75 F).

### ● Abbé Paul Labutte : YVONNE-AIMÉE DE JÉSUS

Yvonne Beauvais, née en Mayenne en 1901, qui prit le voile chez les Augustines de Malestroit et mourut en 1951, représente aujourd'hui l'un des cas mystiques les plus remarquables et les plus déconcertants de l'histoire de l'Église. Si déconcertant que le dossier est laissé en sommeil par Rome dans l'attente qu'il se décante. Tout est, il est vrai, stupéfiant dans cette existence entièrement marquée au sceau du surnaturel.

L'abbé Labutte fut, à partir de 1927, l'ami et le confident de la privilégiée, avant d'en être le premier biographe. Son témoignage, admiratif, mais serein et circonstancié, constitue un document irremplaçable pour comprendre la vie et l'œuvre d'une femme hors du commun, peut-être surgie en notre temps pour en battre en brèche toutes les certitudes...

\* François-Xavier de Guibert, 745 p., 40 euros.





**LE MONDE ET LA VILLE**

**DÉCÈS**

● Nous apprenons avec peine le décès de notre abonné fidèle **Jean TURQUET de BEAUREGARD** survenu à Lannion (Côtes d'Armor), le 6 octobre 2006, à l'âge de 86 ans.

Il avait appartenu pendant longtemps au Comité directeur de l'Action française.

Ses obsèques ont été célébrées le 10 octobre en l'église de Perros-Guirec (Côtes-d'Armor).

Nous prions sa famille d'agréer l'expression de nos sincères condoléances.

**INFORMATION**

● **RADIO-SILENCE.** Le prochain diner-débat aura lieu avec **Dominique TASSOT**, président du Centre d'études CEP, sur le thème *Dieu a-t-il voulu l'évolution ?* le **mercredi 29 novembre 2006**, à 19 h 30 précises au restaurant Le Grenadier, gare d'Austerlitz, 75013 Paris.

S'inscrire en envoyant un chèque de 25 euros (étudiants et chômeurs : 20 euros) à La Voix du Silence, 5, rue Dufrenoy, 75116 Paris.

(<http://www.radio-silence.org>)

● **La Convention présidentielle BLEU BLANC ROUGE** aura lieu sous la présidence de Jean-Marie Le Pen, les **10, 11 et 12 novembre 2006** au Parc des Expositions du Bourget (RER Le Bourget, Parking assuré).

CLPP

Tél : 01 55 39 14 00  
[www.lepen2007.fr](http://www.lepen2007.fr)

**L'AF À L'INSTITUT CATHOLIQUE**

Une vingtaine d'étudiants étaient présents pour l'inauguration du cercle d'études d'Action française de l'Institut catholique de Paris. Ils ont écouté Gérard Leclerc (qui fut responsable de l'Action française à la Catho dans sa jeunesse) parler de la vie de Georges Bernanos.

L'intervenant est revenu sur la vie et l'œuvre de Georges Bernanos, mais bien entendu aussi sur son engagement politique et militant.

A.F.

Samedi 11 novembre 2006 à 17 heures  
**Meeting des étudiants et lycéens d'Action française**  
**Sortons de la matrice républicaine !**

*Le formatage républicain par Sébastien de Kererro*  
*Vers le Roi par Olivier Perceval*

*Le mythe républicain par Jean Philippe Chauvin*  
*Vers l'insurrection de la jeunesse par Thibaud Pierre*

*Les lycées dans la mêlée par Pierre S.*  
*Le jacobinisme bruxellois par Paul Merlet*

*Divers stands seront à votre disposition.*

**Salle Chaptal**

**4, place Saint-Germain-des-Près, 75006 Paris**  
**Métro Saint-Germain-des-Près**

Le meeting sera suivi d'un dépôt de gerbe à 19 h 30 devant la plaque commémorative des étudiants résistants royalistes du 11 novembre 1940, en haut des Champs-Élysées, en présence d'André Pertuzio, ancien combattant et manifestant du 11 novembre 1940.

**CONFÉRENCES ÉTUDIANTES**

**Vendredi 3 novembre**  
Le nouvel atlantisme français  
par *Pierre Carvin*, journaliste

**Vendredi 10 novembre**  
Les banlieues un an après  
par *Olivier Dejouy*, économiste social et solidaire

**Vendredi 17 novembre**  
Un exemple d'action régionaliste :  
le Mouvement normand  
par *Didier Patte*, président du Mouvement normand

**Vendredi 24 novembre**  
Musique et politique  
par *Philippe Champion*

**Les conférences étudiantes ont lieu chaque vendredi à 19 h 15 aux locaux de l'AF.**

**LA JEUNESSE DANS LA RUE**

Après le succès de la rentrée, les tractages à la sortie des lycées parisiens (plus de 15 000 tracts distribués) et la reprise des ventes à la criée hebdomadaires, le militantisme d'Action française se renforce. De nouveaux militants nous ont rejoints pour se battre à nos côtés.

Les facultés sont également investies par les militants d'Action française, avec le soutien des "anciens" qui continuent de nous épauler.

Lors du meeting du 11 novembre, nous lancerons notre



campagne nationale d'affichage. Nous aurons alors besoin de toutes les énergies disponibles. L'année promet d'être intense...

*Par la Goliath nous leur ferons entrer la vérité par tous les pores !*

**Henri CHEVERNY**  
Responsable militant

\* **N'hésitez pas à nous contacter pour commander des affiches et autocollants, par courriel en écrivant à [henri-cheverny@hotmail.fr](mailto:henri-cheverny@hotmail.fr) ou par téléphone : 01 40 13 14 10.**

**INSTITUT D'ACTION FRANÇAISE**

Directeur **Michel FROMENTOUX**  
10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris - Tél : 01 40 39 92 14 - [iaf@actionfrancaise.net](mailto:iaf@actionfrancaise.net)

**Mercredi 15 novembre 2006**

2<sup>e</sup> séance du cycle 2006-2007

**ALEXIS DE TOCQUEVILLE :  
UNE CERTAINE VISION DE LA DÉMOCRATIE**

par **Pierre Gouirand**

docteur en philosophie et docteur ès-lettres, historien de la philosophie

**à 20 h 30 précises**

Brasserie *Le François-Coppée*, premier étage - 1, boulevard du Montparnasse, 75006 Paris (métro Duroc)  
Participation aux frais : 5 euros. - Étudiants et chômeurs : 2 euros.



10, RUE CROIX-DES-PETITS-CHAMPS, 75001 PARIS  
TÉL : 01-40-13-14-10 - FAX : 01-40-13-14-11  
DANS LA LIGNE DU MOUVEMENT FONDÉ PAR PIERRE JUHEL

**DIRECTOIRE**

PRÉSIDENT : **PIERRE PUJO**  
VICE-PRÉSIDENT :  
**STÉPHANE BLANCHONNET**

**CHARGÉS DE MISSION**

FORMATION : **PIERRE LAFARGE**  
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES ÉTUDIANTS :  
**THIBAUD PIERRE**

ADMINISTRATION :

**Mlle DE BENQUE D'AGUT**

**COTISATION ANNUELLE :**

**MEMBRES ACTIFS (32 €),  
ÉTUDIANTS, LYCÉENS, CHÔMEURS (16 €),  
BIENFAITEURS (150 €)**

**Dimanche 3 décembre 2006**

**à 12 h 30**

# **BANQUET DES AMIS DE L'ACTION FRANÇAISE**

**sous la présidence de Pierre PUJO**

**avec la participation de S.A.I. la princesse VINH THUY**

et en présence de :

colonel (c.r.) Patrick BARRIOT ; Gérard BAUDIN, professeur d'université ;  
Alexandre BORITCH, délégué d'A.F. en Bourgogne ; Jean-Philippe CHAUVIN, professeur d'histoire ;  
Michel FROMENTOUX, directeur de l'Institut d'Action française ; Élie HATEM, avocat à la Cour ;  
François LEGER, écrivain ; Général (c.r.) Jacques le GROIGNEC, président de l'A.D.M.P. ;  
Houchang NAHAVANDI, ancien recteur de l'université de Téhéran ;  
Thibaud PIERRE, secrétaire général des étudiants d'A.F. ;  
René PILLORGET, professeur émérite de l'université d'Amiens.

**Palais de la Mutualité,  
24, rue Saint-Victor, 75005 Paris**

Métro Maubert-Mutualité – Autobus : ligne 63. Parkings : place Maubert et boulevard Saint-Germain

**Stands variés, dédicaces d'auteurs, etc.**

**Inscription obligatoire (nombre de places limité)**

Adultes : 39 euros ; lycéens et étudiants : 20 euros ; enfants : 15 euros.

Réservez dès maintenant auprès de l'Action française, 10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris  
en joignant un chèque à l'ordre de la PRIEP.

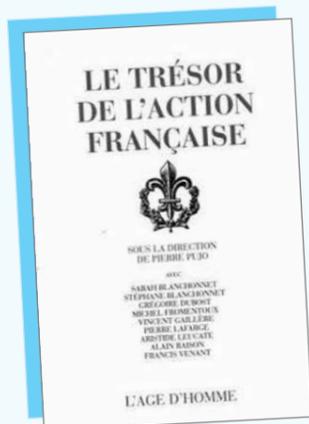
Renseignements : 01 40 39 92 06

**VIENT DE PARAÎTRE**

## **Le Trésor de l'Action française**

Sous la direction de Pierre PUJO

avec Sarah BLANCHONNET, Stéphane BLANCHONNET, Grégoire DUBOST, Michel FROMENTOUX,  
Vincent GAILLÈRE, Pierre LAFARGE, Aristide LEUCATE,  
Alain RAISON, Francis VENANT



*Éclairer les débats contemporains, comprendre les enjeux de demain, conserver et reconstruire la France malgré un régime républicain qui l'abaisse et le défigure, tel est le combat des royalistes d'Action française depuis son origine. Dans les colonnes du journal que vous tenez entre les mains, des journalistes venus d'horizons divers s'efforcent de faire vivre une tradition de pensée qui n'est pas seulement pertinente pour comprendre le passé, mais de salut public pour que la France renoue avec la place qu'elle n'aurait jamais dû perdre, sur le devant de la scène européenne. Il était*

*donc urgent de se refamiliariser avec les auteurs, qui, dans le sillage de Maurras, ont posé les bases du royalisme d'aujourd'hui.*

*Voilà chose faite avec la sortie aux éditions l'Âge d'Homme d'un ouvrage collectif dirigé par Pierre Pujot, qui rassemble les articles publiés entre 2004 et 2005 sur trente et un des principaux ouvrages des maîtres de l'Action française. Charles Maurras, Jacques Bainville, Léon Daudet, Maurice Pujot, Henri Vaugeois, Augustin Cochin, Pierre Gaxotte, Pierre Lasserre, Léon de Montesquiou, le marquis de Roux renaissent sous la plume alerte de colla-*

*borateurs pour la plupart issus de la nouvelle génération. Cette véritable introduction à la pensée du nationalisme intégral donne des "clefs" pour en saisir la vigueur et l'originalité. Il est l'ouvrage idéal pour tous ceux qui souhaitent s'initier ou redécouvrir un patrimoine littéraire, politique et philosophique dont les conséquences pratiques sont immenses.*

Pierre CARVIN

\* Éditions de l'Âge d'Homme, 136 pages, 20 euros. Disponible à nos bureaux : 22,11 euros franco (chèque à l'ordre de la PRIEP).